

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau



*Office
International
de l'Eau*

Rapport d'Activités 2014

**CNFME
CNIDE
AQUACOOPE**

février 2015

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Le climat économique morose de l'année 2014 a fait craindre que l'activité du CNFME soit en retrait par rapport aux années précédentes. Toutefois, l'année devrait s'achever avec un chiffre d'affaire global supérieur aux objectifs.

Les inscriptions inter-entreprises devaient se maintenir en 2014. Ainsi, le chiffre d'affaire prévisionnel de cette activité devrait rester conforme aux objectifs.

De plus, les formations intra-entreprises connaissent une forte activité ; en particulier, grâce à la contribution des formations internationales.

Les études France et International ont été caractérisées également par une activité très soutenue.

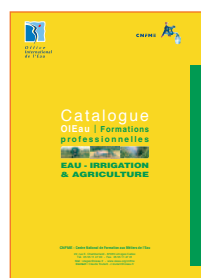
Le chiffre d'affaires devrait donc atteindre environ 5,8 M€ en raison des bonnes activités en formations intra-entreprises, à l'international et en études.

Formations "Eau" Inter-Entreprises

Avec 2.370 stagiaires (hors Journées, qui compteraient à fin 2014, 300 inscrits environ), le CNFME stabilise à un niveau haut le nombre de stagiaires formés. 340 sessions



ont été réalisées sur les sites de Limoges et de La Souterraine, mais aussi à Paris et en région parisienne, Nice, Saint-Brieuc, Toulouse, Tarbes où existent des plates-formes spécifiques.



Comme tous les ans, les formations "réseaux" ont recueilli le plus de demandes et, en particulier, les formations "distribution eau potable : dimensionnement, pose et entretien".

La demande du marché pour des formations localisées au plus près de l'origine géographique des stagiaires conduit à une stabilisation de l'effectif moyen des stagiaires par stage.

Les activités inter-entreprises avec les groupes privés et les petites collectivités ont significativement diminuées durant ces 4 dernières années. Cette baisse a été compensée par l'obtention de nouveaux clients d'origines plus diverses : collectivités passées en régie, laboratoires, services de l'état, secteur déchets, irrigants etc.

Formations Intra-Entreprise

Avec 3.356 stagiaires, qui ont participé à 373 sessions réalisées pour partie à Limoges et à La Souterraine (67), pour partie sur site (306), on constate un accroissement significatif de l'activité intra-entreprises.

Le CNFME est de plus en plus sollicité par les sociétés de travaux publics pour ce type de formation. Les formations en intra sont très pratiquées dans les DOM (Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion) et en Nouvelle Calédonie.

Le positionnement à l'international du CNFME a permis également de renforcer significativement ces formations.

Les formations qualifiantes

Les professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement sont de plus en plus demandeurs de formations qualifiantes avec la reconnaissance des compétences acquises lors de la formation pour des postes particuliers et des tâches précises à réaliser. Ainsi, le CNFME continue à étoffer son offre en la matière.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME) est le premier organisme de formation habilité à dispenser des formations au Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés (CATEC®).

Approuvé par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (CNAMTS), le CATEC® est un dispositif de formation qualifiante géré par l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS). Il vise à prévenir les risques d'accidents, certes peu fréquents mais souvent dramatiques car mortels, auxquels sont confrontés les personnels réalisant des interventions dans les espaces confinés que sont certains ouvrages d'eau ou d'assainissement.



Dans la perspective du CATEC®, mais également pour l'animation d'autres formations techniques, le CNFME s'est doté d'ouvrages visitables d'assainissement constituant un outil unique en France. De nombreuses collectivités ont choisi le CNFME pour former leurs agents pour l'obtention du CATEC®. C'est par exemple le cas du SIAAP, du Grand Lyon, de Reims Métropole, ainsi que des agglomérations de Limoges, La Rochelle, Pau, ...

Par ailleurs, de nouveaux stages qualifiants ont été créés en 2014 :

- gestion des travaux urgents,
- et détermination des goûts et odeurs de l'eau potable.

Appui à la formation initiale

Comme tous les ans, le CNFME contribue à la formation initiale en Limousin dans le domaine de l'eau, en mettant ses plates-formes techniques à disposition et en assurant certains travaux dirigés pour le Lycée d'Ahun, la Faculté de Sciences et l'IUT de Limoges.

Formations pour l'industrie



Le secteur de l'industrie semble réorienter sa demande de formation vers davantage de formations intra-entreprises au détriment de la demande en formation inter-entreprises. Cette orientation peut être liée à une

volonté de réduction des frais ; les industriels étant globalement affectés par le climat économique. De plus, les formations intra-entreprises sur site, même pour des effectifs limités, permettent de mieux prendre en compte les process industriels spécifiques et de limiter au maximum les perturbations d'exploitation que représente l'envoi d'agents en formation.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Formations Déchets



Le **CNFME** confirme son développement dans le secteur des déchets en ayant formé plus de 170 professionnels de ces services en 2014.

A ce titre, le **CNFME** a réalisé de nombreuses sessions de formation

inter-entreprises et intra-entreprises grâce à son réseau d'experts et ses ressources propres.

Les thématiques sont variées : valorisation des biogaz et réglage des réseaux, méthanisation des déchets solides, gestion technique des unités de compostage, des installations de stockage de déchets et des déchèteries, gestion et optimisation de la collecte, gestion de la maintenance dans un service déchets, traitement des lixiviats, hygiène et sécurité, exploitation des Unités de Valorisation Energétique (UVE).

Les professionnels du secteur déchets ont été particulièrement demandeurs de formations et d'information dans le domaine de la collecte et le traitement des biodéchets. A ce titre, une journée technique a été réalisée rassemblant environ 50 spécialistes dans ce domaine.

L'année 2014 a permis de concevoir et réaliser une plate-forme pédagogique spécifiquement dédiée au secteur des déchets. Les thèmes mis en valeur sont le compostage les biodéchets, l'exploitation des ISD, la gestion des DDM (ou DDS), la gestion des DEEE et l'hygiène et sécurité dans le secteur des déchets.

En 2014, le **CNFME** a dépassé le seuil des 3000 professionnels formés depuis le lancement de son activité de formation "Déchets" et son 1^{er} catalogue dédié en 2006.

Les "Journées de l'OIEau"



Les "Journées de l'OIEau" s'adressent à un public de responsables et/ ou d'experts qui ont peu de temps à consacrer à des formations. Elles présentent en une journée l'état de l'art sur un sujet d'actualité. Sept journées sur les huit programmées ont pu s'ouvrir, avec des effectifs parfois importants même si au global cette activité atteint un palier.

En 2014, elles devraient rassembler environ 300 participants. Certains sujets ont connu un beau succès comme :

- Gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable,
- Epuration par filtres plantés de roseaux,
- Optimisation des services d'eau et d'assainissement,
- Collecte et traitement des biodéchets,
- Risques d'inondations : comment les prévenir ?
- Impacts des rejets de STEP sur le milieu récepteur.

Des nouveautés ont été conçues en 2014 afin d'être mises en place en 2015.

Afin de pallier les contraintes de temps et d'organisation, l'OIEau proposera différentes solutions en 2015, soit en présentiel, soit à distance :

- **les matinales de l'OIEau** à Paris et en région, seront des rendez-vous de proximité, qui seront l'occasion de s'informer, d'échanger et de poser des questions à un de nos experts, autour d'un petit déjeuner, sur des sujets d'actualités,
- **les webinaires** permettront d'aborder des sujets d'actualités sur des séances d'1h30.

L'appui technique et les activités de conseil en France

L'appui technique et les activités de conseil en France représentent aujourd'hui 15 % du chiffre d'affaires du **CNFME**.

Comme tous les ans les formateurs du **CNFME** sont sollicités par les clients de la formation, industriels ou collectivités, pour mener des diagnostics et optimiser leurs process de traitement. Il s'agit d'une activité qui contribue à faire reconnaître l'expertise des formateurs du **CNFME**.

Ils interviennent ainsi pour de grandes organisations comme le CEA, AREVA, EDF, Saint-Gobain, Aéroport de Paris, ..., mais également pour des collectivités ou des PME, en particulier dans l'agro-alimentaire et les cosmétiques (Parchimy).



Comme en 2013, l'année 2014 a été marquée par la signature de contrats significatifs avec EDF pour la fourniture des équipements du nouveau laboratoire d'EDF-Ceudre de Chinon.

Il concerne la modernisation de 3 pilotes d'étude et d'essais destinés à simuler le fonctionnement des circuits de refroidissement des centrales nucléaires.

Au chapitre des innovations, le **CNFME** accompagne Le Grand Poitiers dans le cadre de sa recherche d'optimisation énergétique pour l'utilisation de ses grandes infrastructures (station d'épuration, usine d'eau, etc..).

A noter aussi qu'il vient de réaliser l'audit technique et financier de l'usine de dessalement d'eau de mer de Mayotte.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

La collaboration entre le **CNFME** et la Ville de Nouméa s'est confirmée par la réalisation de plusieurs missions d'appui technique dans le cadre du contrat cadre d'une durée de 3 ans relatif à des missions d'assistance technique dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. En parallèle de cet accord cadre, de nombreuses sessions de formation ont été réalisées en Nouvelle Calédonie avec une diversification des partenaires locaux.

Dans le prolongement des actions passées, le **CNFME** a accompagné la Communauté d'Agglomération de Perpignan-Méditerranée pour la mise en place d'un tarif social et environnemental dans le cadre de la convergence tarifaire de l'eau et de l'assainissement sur les 15 communes gérées en régie du périmètre.

Pour l'ARS Alsace, le **CNFME** a mené une étude approfondie sur l'agressivité de l'eau afin de mieux caractériser l'incidence de ces eaux dans cette région :

- d'une part sur la santé, compte tenu de la spécificité locale supposant l'absence historique de branchements ou de conduites en plomb,
- d'autre part, sur les installations telles que les conduites et les équipements connexes.

L'objectif est de proposer aux Préfets des deux départements alsaciens ainsi qu'à l'Agence de l'Eau Rhin Meuse une stratégie de traitement des eaux agressives en fonction de priorités fondées sur des facteurs sanitaires, techniques et économiques, qu'il convient de définir.

Le **CNFME** a mené en 2014 plusieurs missions d'évaluation des compétences de personnels des services exploitation en France pour différents clients tels que le SIAAP, l'Office de l'Équipement Hydraulique de la Corse ... en vue de définir les actions de renforcement des compétences à engager.



L'usine de Codole en Corse vue du barrage

International

Les actions réalisées à l'international représentent aujourd'hui 15% du chiffre d'affaires du **CNFME** et plus de 600 stagiaires formés.

Il s'agit parfois de formations en France de personnels d'organismes étrangers, comme par exemple, de formation de formateurs et de cadres de Rand Water (Afrique du Sud), de personnels la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP), de la Société d'Eau et d'Assainissement d'Alger (SEAAL), du Service Eau et habitat du Comité International de la Croix Rouge (CICR) ... Mais l'essentiel de cette activité est réalisée à l'étranger lors de missions d'études et de réalisation de formations au Burkina Faso, Sénégal, Centrafrique, Mali, Bénin, Guinée, Maroc, Algérie, Tunisie, Afrique du Sud, République Démocratique du Congo, Malaisie, Palestine, Dubaï, Jordanie, Oman, Suisse, Belgique ...



Formation "Pose de canalisations" à Bamako

L'ingénierie de formation représente une part notable des actions internationales. Ainsi, le **CNFME** a élaboré les référentiels métiers, compétences et formations des hydromécaniciens et des agents de maîtrise eau de la SONEB (Bénin). Il a défini les spécifications techniques des futures plates-formes du Centre de Formation aux Métiers de l'Assainissement (CFMA) de l'ONA (Algérie). Plusieurs actions ont été également réalisées avec Rand Water dans l'optique de la création d'un Centre de formation professionnelle en Afrique du Sud.

Dans le cadre d'un jumelage institutionnel, le **CNFME** a mené un audit stratégique du CITET à Tunis et, ainsi, ont été engagées des actions de coaching en dépollution industrielle, d'appui à l'instauration d'un processus de formation basé sur l'approche métiers (référentiels formations, métiers, d'évaluation et de certification) sur le thème des "Prélèvements et mesures de débit en eaux usées industrielles" et d'appui au service documentation du CITET.



Le CITET

Le **CNFME** est également chargé de l'animation du portail eau du site web de la Francophonie. Une nouvelle étape a été maintenant être franchie puisque le **CNFME** a fait évoluer le portail "Eau" vers une véritable plate-forme pédagogique.

Dans le cadre du contrat d'assistance technique ONAS IV, dont le bureau d'étude IGIP est titulaire, le **CNFME** a conçu et a terminé, en 2014, la réalisation des 2 cursus de formation Métiers pour des personnels de l'Office National de l'Assainissement (ONAS) tunisien. Ces cursus de formation portaient sur les métiers "Responsable de station d'épuration" et "Technicien de maintenance électrique". Ces 2 cursus ont permis de réaliser 20 sessions de formation en Tunisie en définissant des contenus de formation très appliqués aux missions assurées par ces différents métiers.

Le **CNFME** a poursuivi en 2014 le projet **d'élaboration des référentiels de conception et de dimensionnement des ouvrages d'assainissement liquide**. Ces manuels auront pour vocation de servir d'ouvrages de référence à l'échelle globale de l'ONEE (Maroc) pour ses projets de réseaux d'assainissement, d'hydrologie urbaine, de stations de pompage et de stations d'épuration par boues activées, lagunages et lits bactériens.



Sessions de formation pour Rand Water

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Dans le cadre d'un plan général de renforcement des compétences des bureaux d'étude avec le soutien de l'état algérien, le **CNFME** a réalisé un cursus de remise à niveau et d'acquisition de nouveaux domaines de savoir-faire. Ainsi, plusieurs sessions de formation ont été réalisées à Oran pour le compte du bureau d'étude algérien Hydro-Projet Ouest. Toujours en Algérie, le **CNFME** a réalisé le plan de développement stratégique de l'Office National de l'Irrigation et du Drainage (ONID).



Réunion à l'ONID

QUÉBEC'EAU



L'OIEau, après avoir réalisé une étude de l'organisation du secteur de l'eau au Québec, étudie la possibilité de développer des formations dans ce domaine. Une approche systématique des acteurs majeurs de l'eau et de la formation (Réseau Environnement, AESEQ - Association des Entreprises Spécialisées en Eau au Québec, Enviro-Compétence, les CEGEP, ...), montre le souhait des professionnels de l'eau québécois de fédérer une offre encore disparate de formation et de l'amplifier.

La stratégie du **CNFME** à l'international en 2014 s'est articulée vers les axes principaux suivants, qui se confirment pour 2015 :

- la recherche de partenariat durable,
- la confirmation d'une relation privilégiée avec Suez Environnement et de son activité développement des compétences et formation à l'international,
- davantage de sessions carte et catalogue réalisées en France pour des étrangers permettant de mettre en valeur la très bonne image de marque du CNFME à l'étranger,
- davantage d'actions financées directement par nos clients.

Promotion de l'offre de formation

Les catalogues de formation pour l'année 2015 ont été diffusés en septembre. Il s'agit du catalogue "Eau", qui s'enrichit de nouveaux stages, mais aussi du catalogue "Eau dans l'Industrie", du catalogue "Eau, Irrigation et Agriculture" et du catalogue "Déchets, Environnement et Développement Durable".

L'offre de formation sur catalogue s'est fortement enrichie de nombreuses sessions de formation sur le thème de l'hygiène et de la sécurité des personnes au travail.

Le **CNFME** a multiplié ses démarches commerciales par une participation à des salons spécialisés en 2014 :

- Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes, en janvier,
- SEPEM Industrie à Avignon, en janvier,
- Salon des TEQ à Québec, en mars,
- Préventica à Marseille, en mai,
- Aquaterritorial à Mulhouse, en septembre,
- Carrefour des collectivités à Brive, en juillet,
- Assises nationales de l'ANC à Alès, en octobre,
- Pollutech à Lyon, en décembre.

Moyens et investissements

Après la construction des nouveaux locaux de La Souterraine inaugurés en 2011, une pause a été faite en matière d'investissement.

Afin de sensibiliser les élus et les maîtres d'œuvre à la gestion intégrée des eaux pluviales, le **CNFME**, avec les Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Adour-Garonne et Limoges Métropole, a construit à Limoges une plate-forme show-room de présentations des différentes techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (noues, fossés, tranchées, chaussées-réservoirs, espaces inondables ...).



Plate-forme "eaux pluviales"

En 2014, 2 nouvelles plates-formes pédagogiques et d'essais de production d'eau potable ont complété les équipements professionnels du site du **CNFME** à La Souterraine.

La première, nommée "Remin'Eau", est une unité de reminéralisation de l'eau par injection de gaz carbonique et de lait de chaux micronisée.

La deuxième plate-forme est dédiée aux formations d'exploitation des unités membranaires d'ultrafiltration en production d'eau potable.

Ces 2 plates-formes ont pour vocation d'être utilisées en tant qu'outils pédagogiques lors des sessions de formation, mais aussi en tant que pilotes d'essais de traitabilité.



Plate-forme "ultrafiltration"

En 2014, une plate-forme d'électricité et d'automatismes a été mis en service sur le site de La Souterraine.

Les démarches entreprises en vue d'acquiescer une parcelle de 2600 m² en continuité du terrain du **CNFME** à La Souterraine se sont concrétisées en 2014. Cette acquisition foncière constituera une réserve pour y construire de futures plates-formes.

Un projet d'extension sur Limoges correspondant essentiellement à la construction de salles de cours, en synergie avec l'extension du **CNFME**, était en cours de définition en 2014 pour une réalisation programmée au printemps 2016.

Le Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau - CNIDE

Le **CNIDE** a une activité globalement stable par rapport à 2013, à 4,0 M€ de chiffre d'affaires. Une partie significative de son activité statutaire bénéficie du soutien de l'ONEMA, dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2013-2015, en forte baisse en 2014, heureusement compensée par des études.

La normalisation des échanges de données

Le **CNIDE** aide les acteurs de l'eau à optimiser les coûts de traitement, de stockage et de diffusion des données sur l'eau au niveau local, national et européen. Il contribue aussi à améliorer la qualité de ces données.

Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau - SANDRE



Avec le soutien de l'ONEMA, le **CNIDE** assure le secrétariat technique permanent du SANDRE depuis 1992.

Selon le Schéma National des Données sur l'Eau (SNDE), approuvé par l'arrêté du 26 juillet 2010, le SANDRE établit, tient à jour et diffuse les référentiels nationaux liés à l'eau.

20.000 conformités positives de fichiers échangés ont été délivrées depuis début 2014. Le nombre de spécifications SANDRE a encore augmenté comparé à 2013 ; plus de 21 spécifications ont été publiées sur le site SANDRE. En 2014, elles portent notamment sur les prélèvements d'eau, les obstacles à l'écoulement, les services publics d'eau et d'assainissement...

L'ensemble couvre désormais les 5 domaines de l'eau toutes catégories d'eau confondues.

En 2014, le site SANDRE enregistre plus de 700.000 visites : le site SANDRE enregistre une forte progression de certains jeux de données ; le nombre de demandes de codifications avoisine les 20.000 en 2014 !

La certification ISO 9001 des activités principales du SANDRE a été renouvelée. L'implication entière des acteurs de l'eau, dont particulièrement les partenaires cités dans le SNDE, garantit aussi le bon fonctionnement du dispositif.

Citons à titre d'exemple, l'utilisation significative du scénario d'échange SANDRE EDILABO par l'essentiel des commanditaires et des prestataires impliqués dans la programmation des analyses de physicochimie et de leur réalisation. Notons que ce scénario a fait l'objet d'une nouvelle version 2 en 2014.

Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévision des Inondations (SCHAPI)



En partenariat avec le SCHAPI, le **CNIDE** a modélisé les données des tronçons de vigilance des crues et des services de prévision des crues.

Système d'Evaluation de l'Etat des Eaux (SEEE)



Le **CNIDE** participe à la collecte et au contrôle des données d'observation de chimie et de biologie alimentant le Système d'Evaluation de l'Etat des Eaux (SEEE). Avec l'appui de l'ONEMA, de l'IRSTEA et du LNE, de nouvelles substances chimiques et d'espèces aquatiques ont été ajoutées aux référentiels SANDRE. Plus de 4.000 nouvelles appellations ont été codifiées SANDRE avec l'appui de l'IRSTEA et des DREAL.

Qualité des données



Le **CNIDE** a développé un service pour transformer un fichier XML SANDRE dans un format plus lisible pour l'utilisateur. Ce service contrôle aussi les données et délivre des certificats notamment à l'INERIS, pour les données liées à la recherche et la Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE).

Le **CNIDE** édite aussi des rapports de contrôle des données géographiques permettant aux producteurs d'améliorer leurs données diffusées par le SANDRE. Le **CNIDE** a obtenu le renouvellement de sa certification par l'organisme de certification (AFAQ) pour les activités du Secrétariat technique du SANDRE pour la norme ISO 9001:2008.

INSPIRE / WISE

La Directive européenne 2007/2/CE du 14 mars 2007, dite Directive INSPIRE, vise à établir une infrastructure de données spatiales dans l'Union Européenne.

Le **CNIDE** est membre contributeur pour la rédaction des spécifications sur l'échange de données sur l'eau. Le rapprochement des modèles SANDRE à ceux d'INSPIRE, à l'échelle du concept, a été fait ; les zones humides, les référentiels hydrographiques et administratifs sont maintenant compatibles avec cette Directive.

Le **CNIDE** appuie la Commission Européenne pour la mise en place du Système d'Information Européen sur l'Eau (WISE). Par ailleurs, le **CNIDE** contribue à la validation des futurs standards d'échange de données environnementales définis par l'Open Geospatial Consortium (OGC).



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



9.000.000 de visiteurs en 2014 !

La gestion et valorisation des données

Le **CNIDE** collabore chaque année aux programmes nationaux pour la gestion et la synthèse de données sur la qualité de l'eau, les pollutions, la biodiversité, les ressources aquatiques et la protection des milieux. En 2014, le **CNIDE** a :

- animé le portail "eaufrance", le point d'entrée de la toile eaufrance, qui donne accès à toutes les informations et les données publiques relatives à l'eau et aux milieux aquatiques, dans le cadre du Système d'Information sur l'Eau.
- mobilisé des communautés d'acteurs et d'experts en gestion de données dans le cadre de "Naiades", la banque nationale destinée à la collecte des données élémentaires caractérisant l'état des cours d'eau et des plans d'eau, et du "Système d'Evaluation de l'Etat des Eaux (SEEE)", l'application dédiée au calcul d'indicateurs d'évaluation de l'état des eaux.
- participé à la mise en place du nouveau site qui offre un accès libre aux données d'observations des étiages estivaux.
- produit des documents pédagogiques, notamment sur les ventes de produits de



phytosanitaires, les concentrations en nitrates d'origine agricole dans les cours d'eau et les eaux souterraines, les schémas d'aménagement et de ges-

tion des eaux (SAGE), l'état écologique et chimique des eaux, la relation entre les concentrations en nitrates dans les eaux et les pratiques agricoles.

Le **CNIDE** assure aussi la mise à disposition des données relatives aux zones conchyliques en lien avec le Ministère chargé de la Pêche.

Système documentaire français et accès aux documents techniques et scientifiques sur l'eau

Le **CNIDE** anime un réseau des centres de documentation qui regroupe l'ONEMA, les Agences de l'Eau et les Etablissements Publics de Recherche (Irstea, Brgm, Ifremer, Ineris et Inra), les Offices de l'Eau de la Martinique et de la Réunion, les pôles relais zones humides : au total 19 Organismes. Il assure le lien avec les organismes professionnels de la documentation et de l'information : ADBS et GFII.

Ce réseau contribue à l'alimentation du portail documentaire "les documents techniques sur l'eau" ouvert en 2009.



Il donne accès aux documents produits en France, en s'appuyant sur la technologie des archives ouvertes. Ce portail alimente à son tour le portail "environnement" qui résulte du Grenelle de l'Environnement. En 2014, le **CNIDE** a décliné le portail en sous-portails thématiques (Bretagne, Zones humides, Estuaires...) et offre ainsi une solution de recherche ciblée et performante pour différents sites internet. Le portail donne accès à présent aux notices de 2 revues scientifiques : Aquatic Living Resources (ALR) et Knowledge and Management of Aquatic Ecosystems (KMAE).

EAUDOC

Le **CNIDE** a poursuivi l'alimentation de sa base EAUDOC, principalement avec des documents internationaux portant sur la gestion intégrée de la ressource et la gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement. En 2014, le **CNIDE** a mis en place un moteur de recherche plus performant.

www.oieau.org/documentation

La diffusion d'information

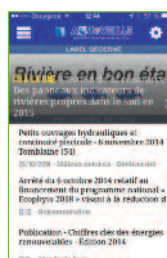
Le **CNIDE** diffuse à des communautés d'utilisateurs des informations sélectionnées sur des thèmes ciblés.

- **Eau dans la Ville** s'adresse aux responsables de services publics d'eau et d'assainissement.

Il comporte un site internet, intégrant un guide des services, des avis d'experts et un dispositif de réponses aux questions des abonnés, ainsi qu'une lettre électronique. En 2014, le **CNIDE** a mis à jour le guide des services, accessible aux abonnés au site afin de les aider à mettre en œuvre sur le terrain la réglementation. Organisé par thématique et contient une analyse du contexte juridique, administratif et technique dans lequel évoluent les collectivités en matière de gestion de l'eau.

www.eaudanslaville.fr

- **La lettre électronique "AQUAVEILLE"** propose une veille hebdomadaire sur l'actualité de l'eau, diffusée sur abonnement. Une version spécifique, la Lettre hebdomadaire de veille Eau et Milieux Aquatiques (LEMAQ), est réalisée, en collaboration avec l'Irstea, avec



un accent mis sur l'actualité française des milieux aquatiques. Depuis mars 2014, l'application AQUAVEILLE pour smartphone est disponible, disponible en téléchargement sur l'App Store et sur Google Play.

"EaudanslaVille" comme "AQUAVEILLE" ont connu un maintien des abonnements en 2014.

documentation.oieau.org/veille/aquaveille

● L'OIEau, dans le cadre de ses missions statutaires, recense les unités de recherche privées et publiques, les organismes, les projets, programmes et structures collectives de recherche en France dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques.

Le CNIDE a actualisé le panorama des acteurs de la recherche et développement dans le domaine particulier de l'eau et des milieux aquatiques en France.

Deux lettres d'information ont été publiées en 2014, par le CNIDE. Ces lettres sont destinées aux acteurs de la recherche dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques et les mettent en valeur notamment en donnant la parole à leurs représentants et en publiant un dossier sur une thématique d'actualité. Lors du dossier de Juillet 2014 qui traitait des financements principaux de la recherche en Europe, le BRGM et Veolia ont partagé leur expérience européenne. Le dossier du numéro de décembre porte sur les micropolluants. Un focus est réalisé sur l'INERIS d'une part et sur l'appel à projets "Innovations et changements de pratiques : lutte contre les micropolluants des eaux urbaines" d'autre part.

● Le CNIDE assure l'animation de la communauté des responsables des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et des Contrats de Milieu. Le site Web dédié enregistre en 2014 plus d'1,2 millions de visites. Son objectif : favoriser le partage de connaissances entre les acteurs impliqués dans ces démarches de gestion intégrée de l'eau. Le CNIDE publie 164 fiches SAGE et 90 fiches contrats de milieu mises à jour, 10 nouvelles fiches, 1 402 notices documentaires saisies, 12 lettres d'information donc 6 avec un témoignage.

En complément, le CNIDE a :

- organisé, avec ses partenaires (MEDDE, ONEMA, Agences de l'Eau, Groupe National SAGE) un séminaire national sur les SAGE les 23 et 24 septembre 2014 à Paris, et a rédigé les actes de ces 2 journées,
- mené une étude pour mettre en place un système de calcul automatique de chiffres clés offrant une image de l'ensemble des procédures sur le territoire national, par grand bassin versant et par région.

● Le "glossaire" comprend actuellement, environ 1.100 termes disponibles en français, anglais et espagnol (libres et réutilisables).

En 2014, le Glossaire s'est enrichi d'environ 300 termes, dont la plupart proviennent du Thésaurus Eau, produit conjointement par le Ministère de l'Ecologie, les Agences de l'Eau, l'ONEMA et l'OIEau. Afin de rendre le site Internet dédié attractif pour le grand public, des interfaces ludiques basées sur des graphes de relations ont été mises en place. Pour les spécialistes de la sémantique, une interface d'interrogation SPARQL (fr.wikipedia.org/wiki/SPARQL) va leur permettre d'explorer, de récupérer ou visualiser le contenu du glossaire. Il s'inscrit également dans la mouvance des "linked data" qui vise à favoriser la publication de données structurées sur le Web en utilisant les technologies de la sémantique.

● "Ma Cons'eau" est une application gratuite créée par le CNIDE pour les smartphones (IOS et Android depuis 2014). Elle permet d'évaluer la consommation d'eau de votre foyer, d'estimer le coût de facture d'eau selon votre commune de résidence, de proposer des solutions adaptées à votre mode de vie pour tenter de réduire votre consommation d'eau domestique.



● "BaladOmarais" : en 2014, le CNIDE a mis au point "BaladOmarais" une application smartphone (Apple et Android) qui met en lumière les centres d'informations sur les milieux humides ainsi que les animations autour de la Journée Mondiale des Zones Humides.



Synthèses et travaux documentaires

En parallèle, le CNIDE a organisé avec Agro-Paris-Tech, la production de synthèses sur des sujets d'actualité de l'eau, tels que eau et économie verte, nouvelles pollutions chimiques, etc., et a rédigé des documents pédagogiques et des états de l'art, en partenariat avec l'ONEMA et le Ministère chargé de l'Ecologie.

Par ailleurs, le CNIDE a poursuivi son étude sur les diagnostics territoriaux socio-économiques avec la réalisation d'un document guide pour mettre en place la démarche.

Le CNIDE a également engagé une étude sur les mécanismes de production des Normes de Qualité Environnementale.

● Diagrammes fonctionnels des acteurs de l'eau : afin d'optimiser la communication au plus près des besoins opérationnels des acteurs de terrain, l'OIEau réalise, avec le soutien de l'ONEMA, un inventaire des acteurs locaux publics et privés intervenants dans la gestion des ressources en eau, pour connaître de manière fine leurs fonctions, leurs rôles, et leurs relations fonctionnelles. Le projet vise à apporter un éclairage sur les acteurs territoriaux œuvrant dans le cadre des opérations de gestion de la ressource en eau. Il aboutira à la réalisation d'un recueil de diagrammes fonctionnels des acteurs de l'eau pour les actions de gestion suivantes : restauration hydromorphologique, diminution de la pollution diffuse, la gestion de la biodiversité, la gestion quantitative.

Ces diagrammes des acteurs permettront d'avoir une vision fine et pratique des acteurs locaux intervenant par thématique.

● SAGE en France, quelles stratégies territoriales en Europe ? : le CNIDE a analysé dans huit pays européens les outils de gestion des ressources en eau qui répondent aux caractéristiques des SAGE français.

● **Enquête sociologique sur "les perceptions de la problématique des résidus médicamenteux dans les eaux"** : Dans le cadre du projet européen de recherche "NOPILLS", le **CNIDE**, en collaboration avec le GRESE, unité de recherche de l'Université de Limoges, réalise une enquête sociologique sur les perceptions de la problématique des résidus médicamenteux dans les eaux à Limoges Métropole. Elle porte sur la manière dont les acteurs impliqués dans le cycle de vie des médicaments appréhendent les problématiques de l'eau et sur les représentations culturelles, sociales ou imaginaires liées aux résidus médicamenteux dans les eaux. Cette enquête associe des entretiens semi-directifs (enquête qualitative) et des questionnaires destinés à la population de Limoges Métropole (enquête quantitative). Les résultats seront disponibles en mars 2015.

www.medicaments.oieau.fr

Relance du Système Africain d'Information sur l'Eau (SADIEau)



L'atelier de partage d'informations

Le **Système africain de documentation et d'information sur l'eau (SADIEau)** référence les informations sur le secteur de l'eau en Afrique et propose un accès gratuit à cette information via un portail Internet, tout en constituant un réseau de partenaires africains qui produisent de l'information sur l'eau.

La dynamique autour de SADIEau a été relancée en mars 2014, par l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS), dans le cadre du projet européen "SITWA". L'OIEau a participé à l'atelier sur le partage de l'informations, qui s'est tenu à Mbour (Sénégal). Les Points Focaux africains ont été formés à l'utilisation de SADIEAU. Depuis cet atelier, l'enrichissement du portail est réalisé en toute autonomie par les Points Focaux. L'animation par le **CNIDE** d'un nouvel atelier en visio-conférence le 30 octobre 2014, a permis de consolider les connaissances.

www.sadieau.org

Assistance aux collectivités, opérateurs ou décideurs locaux ou nationaux

Le **CNIDE** a assisté en 2014 des collectivités locales ou territoriales en France dans leur rôle de maître d'ouvrage pour la définition, la consultation et l'encadrement des prestataires d'études techniques ou de maîtrise d'œuvre.

Par exemple :

● **Pour le Syndicat du Lac de Vassivière**, le service Etudes du **CNIDE** a assuré intégralement le bilan de toutes les études passées concernant l'assainissement du secteur. Il a établi la cartographie complète des infrastructures de transfert, a chiffré et comparé les solutions techniques envisageables sur les collectes et les traitements des eaux usées. L'objectif principal était de protéger la qualité des eaux du lac et le potentiel d'activités touristiques lié. Des solutions alternatives innovantes dans la gestion des flux estivaux ont également été conçues et proposées. Cette assistance a permis d'offrir une visibilité réelle sur les projets de court et long termes nécessaires aux différents acteurs (élus syndicaux ou maires des communes périphériques, financeurs locaux, régionaux et de bassin). Cette action a permis également d'établir les documents de base nécessaires pour les consultations d'entreprises et de proposer les procédures les mieux adaptées.



Le Lac de Vassivière



● **Pour le syndicat Couze-Gartempe**, le **CNIDE** réalise une mission classique d'assistance à maîtrise d'ouvrage en préparant et assistant la consultation des prestataires pour le diagnostic et le schéma directeur du réseau d'Eau Potable et de la protection des ressources associées.

Le **CNIDE** a également réalisé des études et l'assurances techniques à des maîtres d'ouvrage des déchets dans le cadre de la gestion des centres de stockage et du traitement des lixiviats ou des centres de compostage.

● Par exemple pour le **Syndicat Départemental d'Équipement des Communes des Landes (SYDEC)**, le **CNIDE** assure une mission d'assistance dans le suivi de la plate-forme de compostage de Thalié.

Le **CNIDE** a apporté une assistance à la gestion des déchets au Liban au cours de plusieurs missions à Byblos.

Le **CNIDE** poursuit l'approfondissement des connaissances des services d'eau et d'assainissement. Ainsi sur l'Assainissement Non Collectif, le service Etudes de l'OIEau a achevé la mise en évidence et la cartographie des sources de données mobilisables pour une meilleure qualification des services SPANC et a proposé des voies d'harmonisation de ces données et d'indicateurs futurs.

Il achève également cette année une étude dont l'objectif est de mieux intégrer les indicateurs de services "Eau" dans les processus décisionnels et stratégiques des opérateurs. A ce titre sur l'eau potable, le service étude a proposé de sélectionner des indicateurs majeurs du rapportage des services pour établir une matrice de décision entre les valeurs combinées des indicateurs et les actions techniques d'amélioration ou de maintenance/renouvellement des réseaux d'adduction et de distribution. L'objectif est ainsi de démontrer aux élus l'utilité technique des indicateurs de rapportage pour le diagnostic et la gestion des infrastructures et des services. Cette action vise également à mieux illustrer l'importance du suivi des services pour la gestion pérenne du patrimoine technique, qui représente un enjeu technique et financier majeur des communes notamment rurales. Cette même approche va débiter sur le domaine de l'assainissement collectif.

Appui technique et réglementaire en Haïti



2014 marque le début de la diffusion du Référentiel Technique National (RTN) issu de deux années de travail, financé par l'UNICEF et développé par l'OIEau pour la DINEPA (Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement) en Haïti.

Rappelons que ce référentiel a une vocation réglementaire de régulation du secteur et regroupe plus de 110 documents pour environ 3.000 pages, détaillant un ensemble de prescriptions, de guides et de modèles techniques. La diffusion effectuée en 2014 sous la forme de nombreux séminaires d'information mais également de Webinaires, est un processus intermédiaire permettant d'accélérer la connaissance du RTN par les différents acteurs.

En 2014 les cibles de cette diffusion ont été les services de la DINEPA aux niveaux centraux et régionaux et les acteurs de formation initiale.

Le CNIDE a poursuivi les consultations en Haïti pour promouvoir la formation sectorielle afin d'assurer la diffusion et l'application des bonnes pratiques portées par le RTN.

En 2014 de nombreuses avancées ont eu lieu pour préfigurer et intégrer le RTN dans des formations initiales universitaires et relancer le processus de formation professionnelle au sein de l'INFP (Institut National de Formation Professionnel). 2015 sera une année cruciale pour l'aboutissement de ces démarches.

En Haïti toujours, le CNIDE intervient suite à une consultation de la DINEPA et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour une étude stratégique sectorielle.

Il s'agit d'effectuer en 2014, puis en 2015, un diagnostic sectoriel des réussites et échecs du dernier Plan Stratégique Sectoriel (PSS) quinquennal, et de définir les freins et leviers pour orienter une réorganisation des actions et des objectifs de la DINEPA centrale. Cette action intègre la définition d'un nouveau plan stratégique sectoriel pour les 5 prochaines années intégrant le dimensionnement des futures actions prioritaires et les conséquences en termes de positionnement, de statuts et d'organisation de la DINEPA centrale et décentralisée.

Appui technique en Algérie

Fort de son expérience de la réalisation du RTN en Haïti, le CNIDE a également réalisé cette année un document guide pour le Ministère des Ressources en Eau Algérien. Ce guide est réalisé suite à une mission en Algérie comportant notamment des visites de chantiers. Il permet d'agréger en un document unique les modalités de pose "tous réseaux en tranchées", adaptées et utilisées en Algérie.

Sans être un document réglementaire à priori, ce guide devra être cité dans les consultations et devra s'appliquer lors des travaux.

Le CNIDE au cœur des Projets Européens innovants

Le CNIDE a poursuivi en 2014 ses actions de transferts des résultats de la recherche vers les décideurs politiques ("Science Policy Interface (SPI)", mais également la coordination de 6 projets concernés par la SCP "Science Coordination Project".

L'OIEau est un acteur impliqué depuis de nombreuses années dans la sensibilisation aux enjeux des transferts des résultats de la recherche en coordonnant et en participant à de nombreux projets de démonstration de la SPI (Interface Sciences-Politiques) : IWRM-net, IWRM-net SCP, Water Diss (terminé en 2014), Water RtoM ...

L'OIEau termine en 2014 les attendus du Science Coordination Project (IWRMnet SCP). La conférence finale de cet ERA-Net s'est déroulée les 21 et 22 octobre pour illustrer la coordination de 6 projets de recherche concernant la gestion intégrée des ressources en eau financés par le consortium européen IWRM. Chercheurs, acteurs des politiques publiques et gestionnaires de la ressource en eau et des milieux aquatiques ont été conviés à échanger sur les principaux résultats des projets et leurs conséquences pour l'action publique.

Les six projets ayant participé à des échanges coordonnés sont les suivants :

- **ClimAware** : Impacts of climate change on water resources management : regional strategies and European view.
- **IMPACT** : Developing an integrated model to predict abiotic habitat conditions and biota of rivers for application in climate change research and water management.
- **ICARUS** : IWRM for Climate Change Adaptation in Rural Social Ecosystems in Southern Europe.
- **ESAWADI** : Utilizing the Ecosyst. Services Approach for Water Framework Directive Implementation.
- **WATER-2-ADAPT** : Resilience enhancement and water demand management for climate change adaptation.
- **Water Cape & Trade** : Water markets scenarios for southern Europe : New solutions for coping with water scarcity and drought risk.

La conférence finale a rassemblé une soixantaine de participants parmi lesquels des chercheurs, des scientifiques, des gestionnaires, ...



La synthèse de cette conférence est disponible en ligne sur le site :

www.iwrn-net.eu



De la théorie à la pratique !

Entre 2010 et 2012, le groupe de travail "CIS-SPI", coordonné par l'ONEMA et la DG Environnement a produit une liste de projets européens apportant de la connaissance utile à la mise en œuvre de la DCE. Des recommandations et des outils pratiques ont également été formulés.

Faisant suite à ces travaux, **l'OIEau a testé cette année sur le terrain les principes et méthodes de SPI dans un bassin pilote irlandais.**

Le bassin pilote identifié se situe dans l'**Eastern River Basin District (ERBD)**. Trois sites situés autour de Dublin ont été retenus comme présentant des challenges relatifs à la mise en œuvre de la DCE et de la Directive Inondation pour lesquels la méthode de transfert des connaissances scientifiques est appliquée.



Le CNIDE coordonne un projet européen sur l'étude de recommandations pour la passation des marchés publics facilitant le recours à des solutions innovantes

Depuis la publication de la nouvelle Directive 2014/25/UE relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux, les Partenariats d'Innovation sont une des solutions d'avenir pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (R&D).

Le projet "Water PiPP" (Public Innovation Procurement Policies) a pour objectif d'explorer de nouvelles méthodes de passation de marchés publics européens axés sur l'innovation dans le domaine de l'eau, et de tester les bonnes pratiques permettant de surmonter les obstacles à la commercialisation de la R&D Industrielle.

Le projet "Water PiPP" qui se déroulera sur trois années a déjà permis de réaliser un état des lieux et d'élaborer une stratégie préliminaire pour promouvoir des marchés publics axés sur l'innovation et transférer les meilleures pratiques constatées. Grâce à ces premiers résultats, un certain nombre de recommandations seront envoyées à la Commission Européenne, contribuant ainsi plus généralement à la Politique Européenne d'Innovation pour l'Eau (EIP Water).

Cinq groupes de travail thématiques impliquant des villes, des opérateurs publics, des régions, des industriels, des autorités de l'eau ont été organisés afin d'échanger leurs expériences et de valider les recommandations émises suite à l'état des lieux.

La prochaine étape du projet en 2015 consiste à contribuer à la passation de marchés publics pilotes dans le but de tester les nouvelles méthodes identifiées et validées lors des phases précédentes.

Des Projets Européens Thématiques

Le CNIDE renforce son implication auprès de la DG Environnement et de l'Agence Européenne de l'Environnement.

Présent pour cinq ans au sein du Centre Thématique Eau de l'Agence Européenne de l'Environnement, le service Etudes du **CNIDE** intervient en tant que "Key Expert". Il complète son action de fond thématique par la participation ou le leadership de plusieurs projets :

- **Le projet "SIIF ERU" pour accéder plus facilement aux données sur l'assainissement :**

Appliquer le "SIIF" (Structured Implementation and Information Framework – Cadre structuré de mise en œuvre et d'information) à la Directive Eaux Résiduaires Urbaine (91/271/CEE) dans quelques pays pilotes pour en démontrer la faisabilité et la valeur ajoutée, tel est le défi que **l'OIEau** a accepté de relever avec la UBA (Autriche).

Ce projet mettra en place un site Internet qui présentera de manière homogène la situation de l'assainissement dans trois pays. S'appuyant sur une interface conviviale comprenant cartes et graphiques, ce site doit permettre aussi de retrouver facilement les informations sur la station d'épuration ou l'agglomération de son choix. Il doit également permettre à la Commission Européenne d'accéder aux informations les plus récentes sous un format conforme aux standards fixés par l'Europe et ainsi les mettre à disposition. La vocation de ce développement structuré est d'être appliqué ensuite auprès de tous les Etats-Membres.



● **EUROSTAT : une formation pour améliorer les statistiques européennes sur l'Eau :**



En Europe, la collecte de données sur les prélèvements d'eau, les utilisations de l'eau, les rejets d'eaux usées et leur traitement, passe par les instituts statistiques nationaux des Etats Membres qui "alimentent" Eurostat, le service de statistique de la Commission Européenne.

Pour fournir des chiffres agrégés au niveau national, les statisticiens collectent auprès de différents services et acteurs économiques les informations nécessaires et traitent ces données.

Afin de les aider à mieux appréhender les concepts principaux et les règles d'agrégation des données, et par là améliorer la qualité de ces données, EUROSTAT propose des formations effectuées par des spécialistes.

Dans ce cadre, l'OIEau a reçu 14 statisticiens de 8 nationalités pour 3 jours, du 4 au 6 juin 2014.

A cette occasion une visite de la station d'épuration de Seine aval a permis d'illustrer les contenus de la formation.



● **"NWRM" : Mesures Naturelles de Rétention de l'Eau :**



Avec les progrès récents des recherches scientifiques sur les notions de capital naturel, de valorisation monétaire des écosystèmes ou de certaines de leurs fonctions, l'ingénierie écologique devient un domaine d'action incontournable et une politique en faveur des infrastructures vertes se met peu à peu en place.

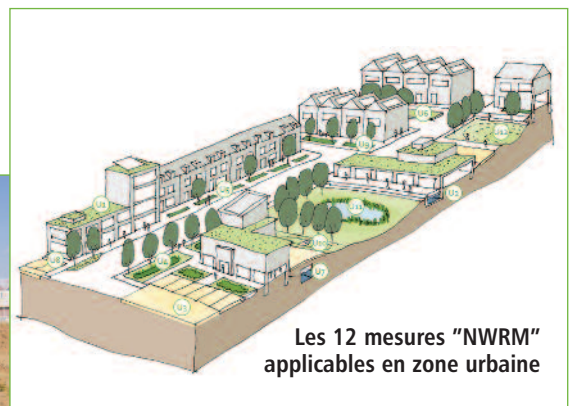
Dans le domaine de l'eau, le recours accru à ce type de techniques se justifie de plus en plus par les progrès récents qu'elles ont connus : on sait aujourd'hui construire des toitures végétalisées, des bassins et fossés d'infiltration qui s'intègrent parfaitement dans le paysage urbain, des plaines d'inondation qui protègent les villes, des bandes enherbées qui limitent l'érosion.

Cependant, par la multiplicité des acteurs qui mettent en place ces techniques, par la diversité de mesures possibles et des co-bénéfices associés ainsi que des services rendus à l'environnement, il est aujourd'hui très difficile de regrouper et de capitaliser la connaissance.

La DG Environnement a donc lancé en 2013 un appel d'offre pour structurer les connaissances dans le but de favoriser l'emploi de ces techniques nouvelles. Communément connues sous le nom d'ingénierie écologique, ces mesures sont rassemblées sous l'appellation Mesures Naturelles de Rétention de l'Eau ou "Natural Water Retention Measures (NWRM)".

L'OIEau, coordinateur de ce projet, a développé avec 10 partenaires européens une plate-forme et une base de donnée qui rassemblent la connaissance sur 53 de ces mesures identifiées et appliquées sur les Forêts, les Zones urbaines, l'Agriculture et les secteurs de la Nature et de l'Hydromorphologie.

Les résultats du projet ont déjà été présentés à l'automne 2014 aux différents groupes de la CIS mais également à l'AG 2014 de l'EURO-RIOB et lors des Etats Généraux de l'Eau en Montagne à Mègeve.



Les 12 mesures "NWRM" applicables en zone urbaine

L'activité internationale de la DCI a été encore très intense en 2014 avec la poursuite des projets engagés l'année précédente, la mise en place de nouvelles actions et la réponse à de nombreux appels d'offres.

Les projets de jumelage institutionnels financés par l'UE tiennent toujours une part importante : au total 6 jumelages, dont 2 en leader pour la Turquie (Directives Inondations et Eaux de Baignades).

Les projets de coopération institutionnelle soutenus par les Agences de l'Eau continuent de se développer en Afrique, Asie du Sud-Est, Chine et Amérique Latine.

En Afrique, l'appui aux grands bassins transfrontières s'est maintenu avec l'AFD, la Facilité Eau de l'UE et une coopération renforcée avec le GWP dans le cadre du projet SITWA.

L'activité s'est développée en Méditerranée autour de la mise en place de systèmes d'information harmonisés (projet labellisé UpM), l'appui aux associations d'usagers agricoles, la gestion des déchets et le Réseau Méditerranéen des Centres de Formation.

Suite au projet sur la gestion des données financé par le FFEM, les activités se poursuivent en Asie Centrale dans le cadre de programmes financés par la Coopération Suisse. Des actions importantes d'appui au développement de Centres de Formation aux Métiers de l'Eau ont été réalisées en Afrique (Burkina) et au Brésil (Etat de Sao Paulo).

En tant que Secrétariat du RIOB, l'OIEau a tenu la Conférence annuelle "Euro-RIOB 2014" en Roumanie en novembre, et a été retenu par la Commission Européenne pour mettre en place le mécanisme "Peer Review" d'échanges entre bassins européens dans le cadre de la stratégie commune de mise en œuvre de la DCE.

Les travaux préparatoires au 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau, Corée, 2015 ont été lancés à la fois sur le processus thématique et sur le processus régional Europe.

Certaines de ces activités statutaires sont soutenues par l'ONEMA dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2013-2015.

L'Unité Technique du SEMIDE

Nouvelle présidence espagnole du SEMIDE

La Présidence du Comité Directeur du Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau a été transférée de l'Italie à l'Espagne lors de la réunion de ce Comité en septembre dernier à Valence. La Présidente de la Confédération Hydrographique du Jucar Mme Maria Ángeles UREÑA, qui succède à Walter Mazzitti, a proposé les axes prioritaires de développement pour les années à venir, notamment :

- poursuivre le renforcement des Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau des pays méditerranéens ;
- relancer les groupes de travail conjoints avec des experts de l'UE (en particulier ceux de la CIS : Stratégie Commune de Mise en Œuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau) sur les questions d'intérêt commun, comme la réutilisation des eaux usées traitées, des solutions pour lutter contre la pénurie en eau et la dégradation de la qualité des ressources en eau,
- développer des synergies avec les processus politiques régionaux et nationaux comme la Stratégie de l'eau pour la Méditerranée Occidentale (5+5), dont une réunion préparatoire s'est tenue en marge du Comité Directeur ;
- préparer de nouveaux projets donnant lieu à des réalisations directement exploitables dans les pays ;

Les Directions de l'Eau des 13 pays présents ont réitéré leur volonté de poursuivre leurs activités communes au sein de la plate-forme du SEMIDE en soulignant son caractère unique d'échanges institutionnels à l'échelle de l'ensemble des pays méditerranéens.

Plate-forme des connaissances sur l'eau en Méditerranée (UpM)

Suite à la labellisation du projet à l'unanimité des 43 pays membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM) en avril 2014, la 1^{ère} réunion du Comité de Pilotage de ce projet a eu lieu à Valence (Espagne).

Les quatre pays pilotes du Sud de la Méditerranée (Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) ont présenté l'avancement de leurs travaux pour la mise en œuvre de Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau partagés entre les institutions du pays et la préparation de livres



Comité de pilotage de la Plate-forme Méditerranéenne sur l'Eau

blancs à même de guider les politiques de gestion intégrée des ressources en eau.

Outre les promoteurs du projet, l'Office International de l'Eau et l'Institut Méditerranéen de l'Eau et les coordinateurs techniques (SEMIDE et REMOB), les directions de l'eau d'une dizaine de pays méditerranéens ont participé à ce comité de pilotage ainsi que l'Agence Européenne pour l'Environnement, le Plan d'Action pour la Méditerranée, le Centre pour l'Eau de la Ligue Arabe et le Centre Méditerranéen pour l'Intégration.

Le projet entre maintenant dans une phase active de recherche de financement pour ses activités régionales qui sont ouvertes à tous les pays et visent à fournir des guides, des outils, du renforcement de capacité, l'échange d'expériences et enfin la démonstration de flux de données pour des actions de rapportage international.

Le SEMIDE participe à 4 projets européens pour la région méditerranéenne

La région méditerranéenne fait face à de nombreux défis en matière de gestion durable des ressources en eau. De nombreuses solutions ont été développées au sein des laboratoires de recherche mais le passage vers un déploiement à grande échelle tarde faute de validation sur le terrain en grandeur réelle. L'Union Européenne avec son programme Innovation pour l'Eau soutient des projets de démonstration en vraie grandeur associant laboratoires, entreprises et utilisateurs finaux. Le SEMIDE prend part à 4 de ces projets ayant un fort potentiel pour la région :

- **OPIRIS** : www.opiris.eu
- **WEAM4i** : weam4i.eu
- **demEAUmed** : www.demeaumed.eu
- **SAID** : www.said-project.eu



www.semide.net



Le Réseau International des Organismes de Bassin - RIOB

12^{ème} Conférence "EURO-RIOB"



Conférence "Euro-RIOB" 2014
© OIEau - C.Runel

La 12^{ème} Conférence du groupe "EURO-RIOB" s'est tenue à Bucarest, en Roumanie, du 12 au 15 novembre 2014, à l'invitation du Ministère Roumain de l'Environnement et du Changement Climatique, de l'Agence Nationale "APELE ROMANE" et de l'Institut National d'Hydrologie et de Gestion de l'Eau. Elle a rassemblé 134 participants représentants d'administrations nationales, d'organismes de bassin ainsi que d'ONG, d'entreprises, et d'organisations internationales et régionales, venus de 33 Pays.

Les travaux de la conférence se sont organisés autour de quatre tables rondes abordant les problématiques suivantes :

- La préparation des deuxièmes plans de gestion de bassin de la Directive Cadre Européenne (2016-2021) ;
- Les Mesures de Rétention Naturelle et de Restauration des Rivières ;
- La mise en œuvre et le financement des programmes de mesures ;
- La gouvernance de l'eau dans les bassins transfrontaliers.

Deux ateliers ont été organisés en préalable à la conférence :

- un atelier technique sur la restauration des rivières et les mesures de rétention naturelle des eaux ;
- et un atelier sur le processus régional européen du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

Réunion du GCS

Le **RIOB** a participé aux réunions du GCS (Groupe de Coordination Stratégique) pour la mise en œuvre de la DCE.

Suite aux échanges avec la Commission Européenne intéressée par une meilleure implication des autorités de bassin dans les travaux du GCS, le **RIOB** a organisé un travail collaboratif associant les organismes de bassin intéressés. Le premier thème est la surveillance et l'utilisation des résultats pour communiquer auprès des élus et du public les progrès réalisés à l'issue des premiers Plans de Gestion.

Activités Europe 2014

Le consortium formé par l'**OIEau** en tant que STP du **RIOB**, et les réseaux européens CEENBO (Roumanie) et MENBO (Espagne) a été sélectionné par la DG Environnement de la Commission Européenne pour la mise en place du mécanisme d'évaluation par des pairs (Peer Review).

7^{ème} Forum Mondial de l'Eau

Comme pour le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, Marseille, 2012, le **RIOB** est fortement impliqué dans la préparation du prochain Forum qui se tiendra en Corée du 12 au 17 avril 2015. Le **RIOB** est notamment coordonnateur du thème 4.3 sur la coopération transfrontalière et d'une dizaine de sessions.

L'adaptation au changement climatique dans les bassins : le RIOB et la CEE-ONU mobilisés



Réunions CEE-ONU - 9-10 avril 2014
Genève - Suisse

La CEE-ONU et le **RIOB** travaillent depuis plus de deux ans sur l'adaptation au changement climatique dans les bassins avec une dizaine de partenaires internationaux.

Une plate-forme d'organismes de bassin œuvrant sur l'adaptation au changement climatique a été constituée à la fois pour échanger les bonnes pratiques et tirer les premiers enseignements.

Ce groupe élabore une publication intitulée "Recueil des bonnes pratiques et enseignements relatifs à l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers et nationaux de fleuves, lacs et aquifères".

La publication complétera le document "Lignes directrices sur l'eau et l'adaptation au changement climatique" publié par la CEE-ONU en 2009.

Préparée initialement en anglais et en français, cette publication sera présentée lors du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

Initiative Gouvernance de l'Eau



3^{ème} Réunions plénières de l'Initiative
28-29 avril 2014 - Madrid - Espagne

Dans le cadre de l'Initiative sur la Gouvernance de l'Eau pilotée par l'OCDE, quatre groupes de travail ont été mis en place depuis mars 2013.

Le **RIOB** anime conjointement avec l'UNESCO le groupe de travail n° 3 sur la gouvernance de l'eau à l'échelle des bassins de fleuves, lacs et aquifères, nationaux comme transfrontaliers.

Ce travail aboutira à des règles de bonne gouvernance de l'eau dans les bassins, qui seront présentées lors du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau lors de la session 4.2.3 sur "le renforcement de la gouvernance des bassins pour gérer la ressource en eau aux différentes échelles géographiques appropriées".

www.riob.org

Toutes les informations
sont disponibles
sur le Web



www.riob.org

1,38 Million de visiteurs en 2014



Le Réseau International des Organismes de Bassin - RIOB

Un Manuel pour la restauration des milieux aquatiques

Le RIOB réalise, en partenariat avec le GWP et plusieurs associés, un manuel sur la restauration des milieux aquatiques. Ce sera un recueil de bonnes pratiques dans les bassins, comprenant les enseignements connus à ce jour et des études de cas de réalisations concrètes.

4^{èmes} "Etats Généraux de l'Eau en Montagne"



Le RIOB a participé à l'organisation des 4^{èmes} "Etats Généraux de l'Eau en Montagne" qui se sont tenus les 8, 9 et 10 Octobre 2014, à Megève, avec Asters (Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Savoie) et le Fonds de dotation "Montagne vivante".

Faisant suite aux précédentes éditions de 2002, 2006 et 2010, cette conférence a donné l'alerte sur la nécessité d'adopter rapidement des stratégies d'adaptation face aux effets du réchauffement du climat sur les ressources en eau de montagne, territoires dans lesquels les principaux grands fleuves européens, Ebre, Danube, Pô, Rhin, Rhône, Vistule... et leurs principaux affluents, prennent leur source.



Les participants ont décidé la création d'un "Réseau des Acteurs de l'Eau en Montagne" permettant de pérenniser leurs travaux entre deux conférences, d'échanger et de promouvoir les bonnes pratiques.

1^{er} Forum des Organismes de Bassin sur l'environnement, Nairobi, 26-27 novembre 2014

Le RIOB a coorganisé avec le PNUE Nairobi le 1^{er} Forum international pour la prise en compte de l'environnement dans la gestion des bassins. Ce Forum s'est finalement tenu à Nairobi les 26 et 27 novembre. Le Segment de Haut Niveau du 28 Novembre a réuni les délégations des pays parties au PNUE. Un "résumé du Président" a synthétisé les conclusions des ces trois jours de travaux.



Le RIOB s'est également impliqué dans plusieurs manifestations, en particulier :

- les ateliers organisés par l'UNECE à Genève sur la coopération transfrontalière ;
- le 3^{ème} rendez-vous international de la GIRE organisé par le ROBAN et le ROBVO, 7-9 mai ;
- le 3^{ème} Forum International de l'Eau organisé par SUEN - Turkish Water Institute, Istanbul, 27-29 mai ;
- la 17^{ème} édition du River Symposium, Canberra, 15-18 septembre dans le cadre du MOU sur le Partenariat Mondial pour la promotion de la GIRE dans les bassins signé en 2013 ;
- la 6^{ème} édition de la Conférence "European River Restoration", Vienne, 27-29 octobre.



17^{ème} édition du River Symposium
Canberra - 15-18 septembre 2014

Le RIOB poursuit la mise en œuvre du projet de développement des capacités de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) pour la mise en œuvre des actions prioritaires de son Plan Stratégique 2010 - 2014, sur financement de l'Union Européenne.

La lettre du RIOB

VII^{ème} Forum Mondial de l'Eau Daegu-Gyeongju 13 - 17 avril 2015

Le VII^{ème} Forum Mondial de l'Eau se tiendra à Daegu-Gyeongju du 13 au 17 avril 2015, à l'invitation du Gouvernement Sud-Coréen et du Conseil Mondial de l'Eau.

C'est un rendez-vous majeur à ne pas manquer !

Le Réseau International des Organismes de Bassin - RIOB, qui a déjà participé activement aux 6 Forums précédents, appelle à la mobilisation de ses Membres et Observateurs pour venir y présenter leurs solutions, échanger et débattre pour développer et améliorer la gestion par bassin et la coopération transfrontalière dans le Monde.

Depuis les années 90 la gestion par bassin des fleuves, des lacs ou des aquifères a connu un développement rapide dans de nombreux pays, qui en font la base de leur législation nationale ou l'expérimentation dans des bassins pilotes. La Directive-Cadre européenne sur l'Eau de 2000, par exemple, impose une gestion par Districts Hydrographiques nationaux ou internationaux aux 28 Etats-Membres et aux Pays candidats de l'Union Européenne.

La gestion des bassins des 275 fleuves et de centaines d'affluents transfrontalières est de plus en plus prise en compte au sein de Commissions, d'Autorités ou d'Organisations Internationales de Bassin, qui se créent ou se renforcent sur tous les continents.

Des progrès importants ont été réalisés : la gestion par bassin ça marche, quand il y a une forte volonté de tous les acteurs !

Le Forum de Daegu-Gyeongju sera l'occasion de faire le point de ces avancées et de présenter nos solutions pour surmonter les difficultés qui subsistent.

Le RIOB, conjointement avec l'OCDE, l'UNESCO et la CE-ONU, s'implique plus particulièrement en partenariat avec toutes les autres Organisations intéressées, dans les thèmes du Forum traitant de l'adaptation aux effets du changement climatique, de la coopération pour réduire les conflits et améliorer la gestion des eaux transfrontalières, de la gouvernance, ainsi que de plusieurs processus régionaux.

Nos idées progressent, mobilisons-nous pour faire connaître nos solutions en Corée du Sud en avril 2015 !

www.riob.org

Mai 2014 - n°22

La "Lettre du Réseau" est publiée en trois langues : 12.500 exemplaires en Français, 11.000 exemplaires en Anglais, 3.200 exemplaires en Espagnol et une version électronique Russe accessible sur le site du RIOB :

www.riob.org



JUMELAGES EUROPÉENS

CROATIE

Fin du jumelage sur la mise en œuvre de la Directive inondation en Croatie, devenue le 28^{ème} Etat-Membre de l'UE en juillet 2013



Les chefs de projet autrichien, hollandais et français

L'Autriche, la France et les Pays-Bas se sont associés pour ce projet de 16 mois clôturé en avril 2014. Les activités ont été plus particulièrement centrées sur l'étape de cartographie du risque inondation sur 2 territoires prioritaires pilotes : la Kupa sur le bassin versant de la Mer Noire, et le delta de la Neretva, fleuve de l'Adriatique avec des caractéristiques d'inondation spécifiques.

L'OIEau a été chargé de mettre en œuvre le programme de formation qui a permis d'appuyer la préparation du Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) avec son programme de mesures et l'analyse économique associée. Un modèle de recensement des données nécessaires à la préparation du plan a également été développé en vue de la diffusion aux autres bassins croates de l'expérience pilote.

Outre l'intervention de l'OIEau, le CEREMA (Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement) qui a développé pour les Autorités françaises des outils de modélisation adaptés à la demande de la directive, a réalisé une adaptation au contexte croate.

Adoptée en 2007, la Directive Inondation a imposé son calendrier aux 4 pays participant au jumelage, ce qui a procuré aux échanges une grande richesse et permis à la Croatie d'ajuster ses pratiques au meilleur niveau en bénéficiant des efforts de développement méthodologique des pays les plus avancés.

TURQUIE

➤ Directive sur les eaux de baignade

Le jumelage sur les eaux de baignade avec la Turquie est conduit par l'OIEau pour le compte du Ministère français des Affaires Sociales et de la Santé, en collaboration avec l'association italienne Minoprio, mandatée par le Conseil Régional de Lombardie.

Lancé en janvier 2013 pour deux ans, il est prolongé jusqu'en juin 2015.

Le cadre législatif turc a été analysé et sa mise à jour est en cours, en conformité avec la nouvelle Directive Eaux de Baignade 2006/7/CE.

En parallèle, le personnel de l'Institution turque de Santé Publique, chargée du suivi des eaux de baignade (plus de 150 personnes), est formé sur les différents aspects de la mise en œuvre de la Directive :

- La classification des zones de baignade en fonction de leur qualité ;
- Le développement de profils pour les zones de baignade, avec un plan d'action pour améliorer la qualité de l'eau et instaurer la gestion des risques ;
- La gestion du flux de données et le développement d'une base de données, que les différents acteurs pourront utiliser ;
- La surveillance globale des sites de baignade dans un vaste pays comme la Turquie, allant de l'information du public à la gestion d'une situation de crise ;
- L'amélioration des capacités techniques des laboratoires de contrôle.

➤ Directive-Cadre sur l'Eau

Ce jumelage portant sur l'application de la Directive-Cadre, s'est déroulé entre septembre 2011 et mars 2014. Mis en œuvre par les Pays-Bas, la France et l'Espagne il a visé à appuyer le Ministère Turc des Forêts et de l'Eau pour l'élaboration des plans de surveillance pour six bassins pilotes et d'un plan de surveillance national. Côté français, des experts du MEDDE, de l'Agence Seine-Normandie, d'IRSTEA, de l'IFREMER, coordonnés par l'OIEau, ont contribué à ces travaux.

Ce projet s'est terminé en mars 2014 avec la finalisation d'un plan national de mise en œuvre des programmes de surveillance, incluant notamment des recommandations institutionnelles et législatives, mais également une évaluation des coûts induits par le rapprochement des pratiques turques des obligations de la DCE en matière de surveillance des masses d'eau.



Groupe d'experts du Séminaire monitoring pour les eaux de baignade

➤ Directive Inondation

Ce projet "renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la directive inondation" s'est terminé en décembre 2014. Il a été mis en place sur plus de 2 ans pour soutenir la Direction Générale de la Gestion de l'Eau du Ministère des Forêts et des Affaires Hydrauliques dans sa nouvelle mission de coordination pour une meilleure gestion du risque inondation en Turquie. Il a impliqué les principales institutions publiques françaises et roumaines travaillant sur cette directive dans leurs pays respectifs et coordonnées par l'OIEau : la Direction Générale pour la Prévention des Risques du MEDDE, le CEREMA (CETE Méditerranée), l'Agence nationale Apelle Romane et son Institut d'Hydrologie et de Gestion de l'Eau.

Il visait le développement des principaux outils de structuration de la future politique turque de lutte contre les inondations tel que prévu dans la directive européenne à savoir :

- La transposition de la Directive Inondation (DI) dans la législation turque et l'adaptation de l'organisation institutionnelle ;
- L'accompagnement méthodologique à la mise en œuvre pratique des 3 étapes de préparation d'un Plan de Gestion des Risques Inondation sur le bassin pilote du "Bati Karadeniz" donnant sur la Mer Noire. Une préparation à la diffusion de cette expérience aux 25 autres bassins turcs a été organisée au travers de la construction d'un guide méthodologique et de la réalisation de formations.
- La préparation du Plan National de mise en œuvre de la Directive Inondation en intégrant l'analyse économique et l'organisation d'une gestion des données pour une amélioration continue des connaissances partagées dans ce domaine.

EUROPE

DIRECTIVE-CADRE SUR L'EAU

"Peer Review" : mécanisme d'évaluation par des pairs pour l'amélioration de la mise en œuvre de la DCE

Le consortium formé par l'**Office International de l'Eau** (France-partenaire leader), en collaboration avec l'Institut National d'Hydrologie et de Gestion de l'Eau (Roumanie) et le Secrétariat du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (Espagne), a été sélectionné en Septembre 2014 par la DG Environnement de la Commission Européenne pour mettre en place ce mécanisme d'évaluation par des pairs, et assurer son secrétariat pour les 2 prochaines années.

Il s'agira d'un mécanisme simple, volontaire et ciblé permettant l'apprentissage mutuel entre pairs sur la mise en œuvre de la DCE. Les principaux acteurs seront les praticiens des Autorités de Districts Hydrographiques, chargés de la mise en œuvre de la DCE, qui soumettront volontairement des problèmes liés aux Plans de Gestion de Bassin à un examen effectué par des experts d'autres Etats-Membres.

Le résultat final de ce mécanisme "Peer Review" sera l'amélioration de la mise en œuvre de la DCE dans les districts hydrographiques par le partage d'expériences impliquant différents Etats-Membres européens.

Un manuel de procédures est en cours d'élaboration. L'appel à manifestations d'intérêt sera lancé début 2015. Il visera à identifier les autorités souhaitant demander une évaluation, ou proposer des experts sur les différentes thématiques liées à la mise en œuvre de la DCE.

Tous les documents liés au mécanisme d'évaluation par des pairs peuvent être consultés sur le site Internet du projet :

www.aquacoope.org/peer.review

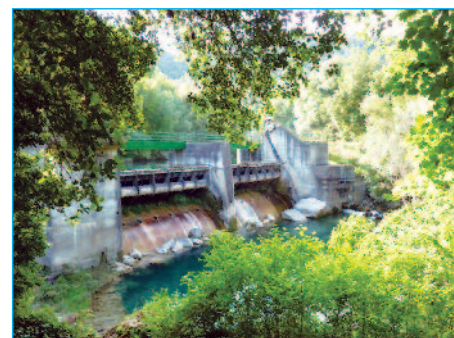
FRANCE

Le SAGE de la Siagne continue sur sa lancée



Le groupement conduit par ACTEon avec l'**OIEau** a été retenu par le SIIVU (Syndicat Interdépartemental et Intercommunal à Vocation Unique) pour élaborer l'état des lieux du SAGE Siagne, petit bassin versant du Sud-Est de la France. Cette étude, commencée en mai 2013, s'étend sur deux ans.

Après une phase conséquente de collecte et d'analyse des informations incluant l'organisation de plusieurs réunions par « Monde » (élus, associatif, milieux aquatiques, fournisseurs d'eau...), l'état des lieux initial et le scénario tendanciel ont été validés par le Comité de lecture en septembre 2014.



Le diagnostic du SAGE a démarré avec un atelier participatif à l'automne 2014 et les scénarios alternatifs contrastés sont attendus début 2015.

Au-delà de ses compétences institutionnelles dans le domaine de la GIRE, l'**OIEau** intervient également sur ce dossier en matière de SIG et de SIE. En effet, lors de cette étude, un atlas cartographique a été réalisé et un catalogue de métadonnées en ligne a été mis en place en libre consultation sur le site suivant :

www.oieaudci.net/catsiagne

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

La version finale du "Bilan des expériences Organismes de Bassin transfrontaliers - Bonnes pratiques et recommandations" produit par l'**OIEau** avec l'appui de l'**AFD** est sortie en avril 2014.

Elle est disponible sur le site de l'**OIEau** en versions française et anglaise.

Une convention de partenariat a été signée entre l'**AFD** et l'**OIEau** autour de différents thèmes de collaboration. Les activités réalisées en 2014 dans ce cadre sont :

- Collaboration avec les organismes de bassin des fleuves Sénégal (OMVS), Niger (ABN), Congo (CICOS), Volta (ABV), Tchad (CBLT), Mekong (MRC), ainsi qu'avec le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et avec le Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB) ;

- Animation d'un groupe de travail pour le suivi hydrologique des grands bassins transfrontaliers ; capitalisation des supports de formation et préfiguration d'un modèle de financement pérenne des projets WHYCOS ;
- Animation d'un groupe de travail sur l'altimétrie spatiale appliquée à l'hydrologie.

Dans le cadre de cette dernière activité, une première réunion du groupe de travail s'est tenue à l'IRD Montpellier en novembre 2014 à l'invitation de l'**OIEau** et sous l'égide de l'**AFD**, avec le CNES, l'IRD, l'IRSTEAT, BRL et la CNR. Il s'agit d'une première réunissant les mondes du spatial, de l'hydrologie et de la gestion des ressources en eau.



EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE

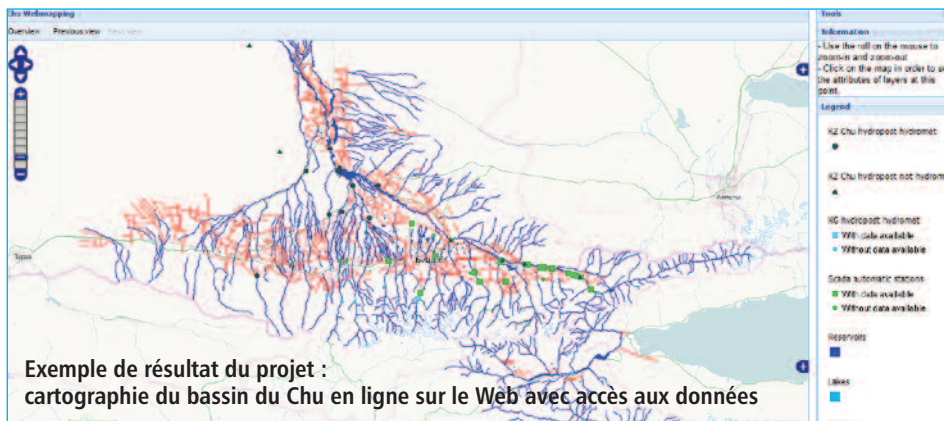
IMoMo

Contribution au projet iMoMo "innovative Monitoring and Modeling of water" (monitoring innovant et modélisation de l'eau)

Les progrès rapides et l'innovation dans les technologies de communication et des capteurs à faible coût, l'intégration des matériels et des logiciels ouvrent de nouvelles perspectives pour la collecte et l'échange de données sur l'eau, l'analyse et la diffusion des connaissances.

Les activités financées par l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération (SDC) et pilotées par la Haute Ecole Arc Ingénierie de Neuchâtel (HE-Arc), ont été lancées en Asie Centrale sur le Bassin pilote de la rivière Chu transfrontalier entre le Kirghizstan et le Kazakhstan avec notamment :

- l'installation de dispositifs de surveillance à faible coût au niveau de 2 WUA pilotes ;
- la création d'un système d'information sur l'eau (SIE) du bassin de la rivière Chu connecté aux bases de données existantes et à des technologies de partage de données/informations.



Exemple de résultat du projet : cartographie du bassin du Chu en ligne sur le Web avec accès aux données

MOLDAVIE

Analyse des options pour une intervention commune de la coopération suisse et autrichienne dans le domaine de la gouvernance de l'eau

L'OIEau a été sélectionné par le Bureau de la Coopération Suisse en Moldavie (SDC/SCOM), en collaboration avec le Bureau de Coordination de la coopération technique de l'Ambassade d'Autriche (ADA), pour analyser la situation actuelle du secteur de l'eau en Moldavie et présenter des recommandations d'action visant à :

- Mettre en place un système rationnel de gestion de l'information sur l'eau, qui fournisse des données complètes et fiables ;
- Promouvoir une approche intégrée de la gestion des ressources en eau, conformément aux dispositions de la nouvelle loi sur l'eau ;
- Organiser le renforcement des capacités et la formalisation du nouveau cadre réglementaire pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Le rapport de l'étude décrivant les actions concrètes qui pourraient être mises en œuvre dans les années à venir avec la SDC et le soutien d'ADA a été présenté lors d'un atelier national organisé le 22 octobre 2014 à Chisinau.

MACÉDOINE

Renforcement institutionnel et amélioration du cadre législatif pour la gestion des ressources en eau



Depuis janvier 2014, l'OIEau met en œuvre, en partenariat avec Ramboll, ce projet d'assistance technique pour le renforcement des capacités du Ministère de l'Environnement de Macédonien, planifié sur deux ans et financé par l'Union Européenne.

L'OIEau est en charge de 2 des 3 activités du projet qui concernent l'amélioration du cadre législatif pour la gestion des ressources en eau et le développement des 4 premiers éléments d'un Plan de Gestion du Bassin principal du pays, celui de la rivière Vardar :

- La caractérisation des masses d'eau du bassin ;
- L'identification des pressions exercées sur les masses d'eau ;
- La cartographie des aires protégées ;
- Le développement d'un plan de Monitoring.

www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



9.000.000 de visiteurs en 2014 !

MÉDITERRANÉE

**AQUA
forMed**

Le Réseau Méditerranéen des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau

Lancé en mars 2012 à Marseille, à l'occasion du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, le Réseau AquaForMed regroupe des centres du pourtour méditerranéen ayant une activité significative de formation pour les personnels techniques des services d'eau et d'assainissement. Il a pour objectif de produire et diffuser des analyses et plaidoyers en faveur de la formation professionnelle aux métiers de l'eau. Deux thèmes font l'objet d'échanges entre les membres du Réseau: les bénéfices de la formation professionnelle pour les services d'eau et d'assainissement, et le contexte réglementaire et financier dans lequel s'inscrit la formation en Méditerranée.

La phase de lancement d'AquaForMed est cofinancée par la Région Ile-de-France depuis septembre 2012. Les premières activités du Réseau ont notamment permis la mise en ligne d'un site internet, l'organisation de comités de pilotage, la tenue d'une visite d'étude en France, la participation au 3^{ème} Forum International de l'Eau d'Istanbul, avec une session regroupant les parties prenantes de la formation professionnelle le 28 mai 2014.



Le Réseau interviendra lors du 7^{ème} Forum Mondial de Corée dans le cadre d'une session thématique consacrée aux bénéfices économiques de la formation professionnelle.

www.aquaformed.org



Mobilisation pour une meilleure gestion des déchets solides urbains en Méditerranée



La gestion des déchets solides urbains est une question prioritaire en Méditerranée. La plateforme stratégique mise en œuvre dans le cadre du projet Med-3R, cofinancé par la Commission Européenne au titre de l'Instrument Financier Européen de Voisinage, propose une réponse concrète à cette problématique.

Cette plateforme s'articule autour de diverses activités : actions pilotes menées dans 8 villes méditerranéennes (Métropole Nice Côte d'Azur, Hyères, Gênes, Sfax, Sousse, Blat, Biblos, et Aqaba), préparation de plans de gestion des déchets, formations, capitalisation des connaissances des municipalités, des industriels et des réseaux d'experts.

En 2014, l'OIEau a contribué à la capitalisation des informations et a réalisé 2 sessions de formation pour les responsables municipaux au Liban sur les thèmes du tri et de la collecte des déchets, et les stratégies de communication à mettre en place pour améliorer les performances du service.

Le réseau s'est élargi avec l'accueil de 5 nouvelles villes lors de la réunion du Comité Med-3R à Biblos en octobre 2014.

ALGÉRIE

Appui à l'ONEDD pour la mise en œuvre d'un système national d'information environnementale

En application de la décision du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement de septembre 2011, l'Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable (ONEDD) élabore avec ses partenaires les indicateurs algériens du développement durable.

Les résultats attendus de ce jumelage financé par l'UE sont :

- Un renforcement de la capacité de l'ONEDD en matière de traitement et interprétation des données géographiques et environnementales,
- La mise en place d'un SIE opérationnel,
- La formation des ingénieurs et techniciens de l'ONEDD au fonctionnement du SIE,
- Le renforcement du partage de l'information environnementale et de son accès par la société civile.

Le jumelage piloté par le MEDDE avec la participation d'une quinzaine d'experts français et autrichiens intervenant en collaboration avec leurs collègues algériens a démarré en septembre 2014 pour une durée de 18 mois.

L'OIEau intervient sur la gestion des données avec la création d'un catalogue des sources de données du système d'information sur l'environnement, la création de nouveaux circuits d'échange et l'harmonisation des formats de production entre les acteurs.

Réalisation du Schéma National de Développement de l'Assainissement (SNDA)

L'OIEau intervient pour le compte d'EGIS Eau sur la réalisation du Schéma National de développement de l'Assainissement en Algérie, projet financé par l'Union Européenne et plus particulièrement sur l'analyse de la gouvernance du secteur de l'assainissement.

Après de multiples rencontres avec l'ensemble des acteurs algériens du secteur de l'assainissement, l'OIEau a présenté les forces et les faiblesses de l'organisation du secteur, la législation en place, et soumis des recommandations pour augmenter l'efficacité de l'organisation actuelle.

MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT

TUNISIE

La gouvernance des périmètres irrigués du centre-nord tunisien

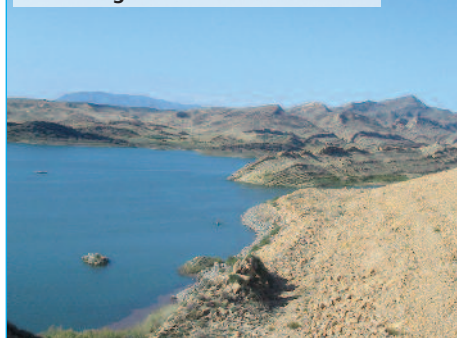
L'OIEau intervient avec la Société du Canal de Provence sur un projet d'assistance technique pour la pérennisation des périmètres irrigués dans 5 Gouvernorats du Centre et du Nord de la Tunisie, pour la Direction Générale du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux (DGGREE) du Ministère de l'Agriculture. Ce projet qui consiste en un appui institutionnel aux Groupements de Développement Agricole (GDA) en Tunisie est financé par l'AFD avec une contribution de l'Agence de l'Eau RMC.

L'OIEau contribue au diagnostic des Périmètres Publics Irrigués (PPI) par la conduite d'enquêtes de terrain auprès des Groupes de Développement Agricoles (GDA) et des Directions des Commissariats Régionaux au Développement Agricole (CRDA), par l'organisation d'ateliers participatifs faisant intervenir ces acteurs sur les problématiques au cœur des difficultés qu'ils rencontrent.

Une série d'ateliers s'est déroulée à l'automne 2014 dans les Gouvernorats de Bizerte et de Kairouan.

L'analyse des difficultés techniques, organisationnelles et de gouvernance sur les PPI concernés doit aboutir à un programme de renforcement de capacités comportant des actions de sensibilisation, de formation de formateurs, de responsables professionnels, de techniciens et de gestionnaires, qui sera mis en place au cours de la seconde année de projet.

Lac-barrage de Sidi Saâd en Tunisie



Participation à deux nouveaux projets pour le secteur rural et agricole

Ces deux projets sont mis en œuvre dans le cadre du "Programme d'appui aux politiques publiques de gestion des ressources en eau pour le développement rural et agricole (PAPS-Eau)" financé par l'Union Européenne.

Le groupement Louis Berger/OIEau/SCET/CCM Consulting, mené par Louis Berger, a été retenu pour mettre en œuvre à partir d'octobre 2014 le premier projet qui vise à assurer une assistance technique d'ensemble.

Le second projet "Etude d'Evaluation du Programme National d'Economie de l'Eau (irrigation)" a démarré parallèlement en novembre 2014. L'OIEau fait également partie du groupement d'entreprises Louis Berger/OIEau/SCET retenu pour la réalisation de l'étude.

JORDANIE

Forum Franco-Jordanien sur la Durabilité de l'Eau

M. Pierre Roussel, Président de l'OIEau, a participé au Forum Franco-Jordanien sur la Durabilité de l'Eau "Water Sustainability" qui s'est tenu du 18 au 20 Novembre 2014 à Amman- Jordanie sous le haut patronage du Prince HRH Hassan Bin Talal.

Après être intervenu lors de la table-ronde sur l'amélioration de la gestion des ressources en eau en Jordanie aux côtés notamment des partenaires institutionnels jordaniens, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Autorité de l'Eau de Jordanie et Autorité de l'Eau de la Vallée du Jourdain, M. Pierre Roussel a eu l'honneur de clore la première et principale journée de débats.

PALESTINE

Autorité Palestinienne de l'Eau (PWA)



Dans le cadre des actions de coopération décentralisée soutenues par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et des projets de l'ONG française HAMAP, l'OIEau a réalisé en 2013 des formations en Palestine afin de renforcer les compétences de la Palestinian Water Authority (PWA) et de municipalités palestiniennes sur les thèmes du choix et du dimensionnement des stations d'épuration urbaine. Des sessions de formation sont également programmées en début 2015 pour être réalisées à Limoges et à Ramallah sur le diagnostic de ces unités d'épuration.

www.oieau.org

Le monde de l'eau
sur Internet



9.000.000 de visiteurs
en 2014 !

AFRIQUE

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Evaluation de projets et développement d'un guide de bonnes pratiques

L'OIEau, en partenariat avec Studi International et Aurecon a clôturé l'évaluation de 7 projets financés par la Facilité Africaine de l'Eau.

L'OIEau était en charge de l'évaluation de trois projets financés par la FAE au Congo, au Burkina Faso et au Libéria et a préparé un guide de bonnes pratiques sur la base du projet d'assainissement des quartiers périphériques de la ville de Ouagadougou.

Ce document présente la manière dont l'amélioration des infrastructures d'assainissement d'une cité contribue à renforcer sa résilience au changement climatique, notamment par une meilleure gestion des précipitations et des phénomènes climatiques extrêmes.



Défaillance du système de drainage lors des inondations à Ouagadougou en septembre 2009

GUINÉE

Un nouvel outil SIG pour la Société des Eaux de Guinée (SEG)

A la demande de la Société des Eaux de Guinée (SEG), l'OIEau a réalisé une mission d'appui à la mise en place d'un SIG pour améliorer la gestion du patrimoine, portant essentiellement sur la formation du personnel de la cellule SIG et le développement de nouvelles procédures de travail.

Cette action a reçu le soutien du Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF).



Présentation du logiciel de SIG

BURKINA FASO

Renforcement des Capacités du CEMEAU de l'ONEA

Dans le cadre du Projet de renforcement des capacités du Centre des Métiers de l'Eau (CEMAU) de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA), conduit par le groupe GFA-OIEau et sur financement de la coopération allemande GIZ, les experts mis à disposition par l'OIEau ont réalisé depuis fin 2013 différentes activités parmi lesquelles :

- L'analyse des besoins de formation des Directions Opérationnelles de l'ONEA ;
- L'établissement de fiches descriptives de sessions de formation ;
- Les procédures et outils de gestion et de développement commercial du Centre ;
- La définition, au plan opérationnel, des étapes et tâches de travail relatives à la création des ateliers de travaux pratiques, de nouvelles plates-formes d'entraînement, ainsi que les opérations de réhabilitation des plates-formes existantes.

Ce programme d'assistance devrait s'achever au cours de l'année 2015.

Mesures d'Accompagnement de l'Appui Budgétaire Sectoriel AEPa soutenu par la KfW

Dans le cadre du programme d'appui de la KfW pour la mise en place d'infrastructures d'eau et d'assainissement au Burkina Faso le Groupement RODECO-OIEau a été retenu pour un projet d'assistance technique auprès de l'ONEA. Les activités engagées en novembre 2014 sont organisées sur une période de quinze mois avec deux composantes principales :

- Le renforcement des capacités et compétences des parties prenantes dans la gestion pérenne des infrastructures, qui sera mis en œuvre par la formation professionnelle d'un public de près de 550 personnels ;
- La mise en place d'un système Qualité, en lien avec la planification et la mise en œuvre des investissements.

Agence de l'Eau du Mouhoun



Le Mouhoun

L'OIEau réalise un programme démarré en 2013, qui vise, pour une durée de deux ans, à accompagner les Autorités burkinabés dans leur démarche de GIRE, à travers le développement de méthodologies et d'outils permettant la connaissance et la bonne gestion des ressources en eau du Bassin du Mouhoun, dans le cadre du partenariat entre l'Agence de l'Eau du Mouhoun (AEM) et les Agences de l'Eau Adour-Garonne et Seine-Normandie.

Les actions de l'OIEau en 2014 ont porté sur :

- une mission sur la planification pour accompagner le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Mouhoun, finalement adopté en juillet 2014 ;
- l'organisation d'une visite en France pour une délégation de haut niveau sur la mise en place d'une police de l'Eau au Burkina ;
- une mission d'expertise à Dédougou, siège de l'AEM, en décembre 2014, dans le cadre de la mise en place progressive de la Contribution Financière sur l'Eau adoptée au Burkina en 2009, pour accompagner l'AEM dans le recouvrement de cette taxe sur les prélèvements d'eau dans son bassin.

AFRIQUE

EAUX TRANSFRONTALIÈRES

Gestion intégrée du Nakanbé au Burkina et de la Volta Blanche au Ghana

L'OIEau conduit le projet d'appui à l'Agence de l'Eau du Nakanbé (AEN), initié depuis 2011 avec le soutien de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB).

La deuxième phase a pu être lancée en 2014 et démarrer avec l'accueil d'une délégation de trois agents de l'AEN en France. Durant 10 jours, ces experts en planification, financement et suivi de la qualité de l'eau ont pu "s'immerger" à l'AELB autour de la mise en œuvre du SDAGE, du traitement des eaux, de la protection de la ressource.

Un film documentaire sur le rôle des élus dans la gestion des ressources dans le bassin a par ailleurs été réalisé au Burkina et sera projeté au 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau en Corée.

La Volta Blanche étant un fleuve transfrontalier, l'AELB a pris le parti de faire le lien avec la "Water Resources Commission" au Ghana et plus précisément avec le "White Volta Basin Board" qui couvre l'aval du bassin du Nakanbé.

Une mission conjointe de l'AELB et de l'OIEau a eu lieu à Accra en mai 2014 pour échanger avec les partenaires ghanéens, sous la supervision de l'Autorité du Bassin de la Volta, sur la planification et le financement, deux piliers de la GIRE.

Un nouveau projet d'appui institutionnel de coopération décentralisée au Togo et au Bénin

L'Office International de l'Eau et le Programme Solidarité Eau, réalisent un projet visant à appuyer la nouvelle Autorité du Bassin du Mono, renforcer les capacités des experts et accompagner la planification de la gestion des ressources en eau dans ce bassin transfrontalier, dans le cadre du partenariat engagé par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée & Corse avec le Bénin et le Togo.

Ce projet a également pour objectif prioritaire de faciliter la mise en œuvre de projets de solidarité dans le cadre de la Loi Oudin-Santini de 2005, relative à la coopération décentralisée française dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

"SITWA"

Collaboration du RAOB, du GWP et du RIOB

La Commission Européenne finance le projet "SITWA", au bénéfice du Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB) et destiné à renforcer la coopération régionale pour la gestion durable des ressources en eau transfrontalières en Afrique.

Mis en œuvre par le GWP, il a bénéficié dans sa phase préparatoire d'une collaboration étroite du RIOB et de l'OIEau, pour le renforcement des Systèmes d'Information sur l'Eau au sein des organismes de bassin, ainsi que pour l'appui au Système Africain d'Information sur l'Eau - SADIEau, géré par le RAOB.

Deux ateliers tenus à Kigali et à Kampala en 2014 ont vu la participation des organismes de bassin de toute l'Afrique pour la validation de deux documents élaborés avec l'appui du RIOB et de l'OIEau pour alimenter le Plan d'action du RAOB :

- Planification de la GIRE dans les organismes de bassin africains ;
- Développement des infrastructures dans les organismes de bassin africains.

LAC TCHAD

Charte de l'eau du bassin du Lac Tchad

Le projet Préservation du Lac Tchad - Contribution à la Stratégie de Développement du Lac, financé par le **Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)** comporte deux composantes (expertise collégiale et modélisation) mises en œuvre par l'**Institut de Recherche pour le Développement (IRD)** et une composante relative à l'entrée en vigueur de la Charte de l'Eau et au renforcement des relations de la **Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)** avec les autres Organismes de Bassins mise en œuvre par l'**Office International de l'Eau**.

Les activités conduites par l'OIEau sont axées sur la préparation des annexes de la Charte, la sensibilisation des acteurs pour la ratification de la Charte, mais aussi de la Convention de New York de 1997, ainsi que la mise en place de stratégies pour le renforcement des relations de la CBLT avec d'autres organismes de bassin.

Quatre ateliers de vulgarisation de la Charte et de la Convention de 1997 ont été organisés et une visite d'étude à Paris des experts de la CBLT a été réalisée. A cette occasion, ils ont participé à une réunion de restitution organisée par le FFEM.



L'atelier "SITWA" de Kampala

CICOS

Commission Internationale du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS)

Démarré début 2012, le projet d'appui à la gestion des ressources en eau du Bassin du Congo, qui bénéficie d'une subvention de l'Union Européenne ainsi que de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM), se termine cette année. Il aura vu en trois ans l'organisation de stages de formation en hydrologie opérationnelle au bénéfice des Services Hydrologiques Nationaux des pays de la Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), ainsi que l'appui à la réalisation d'un SDAGE à travers une démarche participative.

Plusieurs activités ont été organisées en 2014 :

- Appropriation des objectifs poursuivis par le SDAGE et participation des Acteurs Non Etatiques, avec l'appui d'Eau Vive et de Solidarité Eau Europe ;



Participation au Comité de Bassin AERM

- Participation au Comité de Bassin Rhin-Meuse.

L'atelier de clôture du projet en novembre 2014, cofinancé par la Coopération allemande, constitue enfin la première réunion de la Plateforme de Concertation Régionale mise en place par la CICOS pour le SDAGE.

AFRIQUE

AUTORITÉ DU BASSIN DE LA VOLTA

Renforcement de la gouvernance

Le **RIOB** et l'**OIEau** accompagnent depuis 2012 l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) à travers un projet de renforcement des capacités pour la mise en œuvre de son plan Stratégique 2010-2014, avec le soutien de l'Union Européenne, de l'Agence Française de Développement, de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Le Conseil des Ministres de l'ABV s'est tenu à Lomé au Togo en mars 2014, précédé du Comité des Experts. Lors de cette réunion statutaire, les ministres des six pays membres ont pu adopter des résolutions, parmi lesquelles le recrutement d'experts pour renforcer l'équipe de la Direction Exécutive de l'ABV et la doter ainsi de plus de moyens pour remplir ses missions.

Une évaluation à mi-parcours a été effectuée en août 2014, qui a validé les orientations du projet.

Les prochaines étapes sont l'appui au Plan Directeur ainsi qu'à la Charte de l'Eau du bassin de la Volta.



la Volta

AUTORITÉ DU BASSIN DU NIGER

Appui pour l'amélioration de la prévision des inondations et des systèmes d'alerte précoce

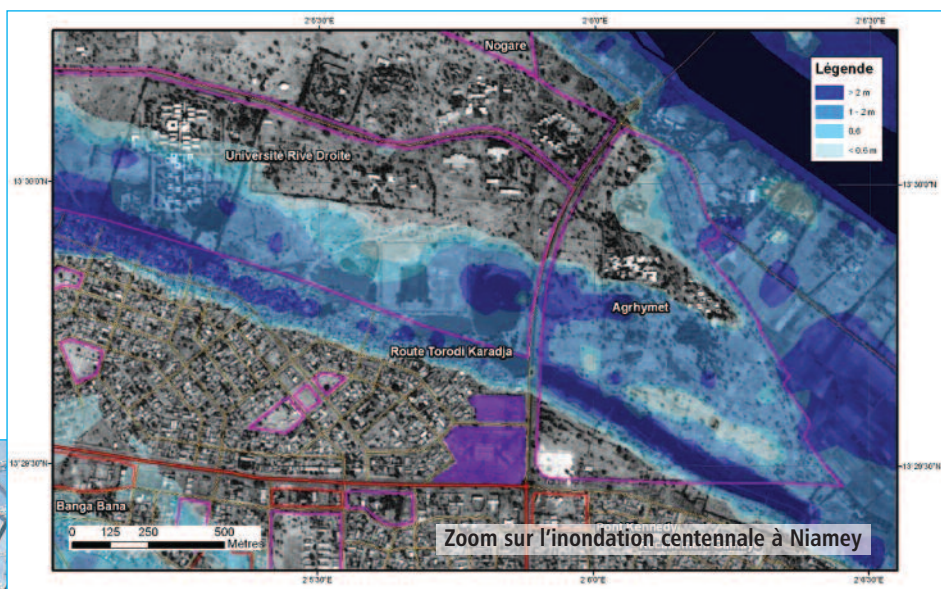
L'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) finance le projet d'appui à l'ABN pour l'amélioration des prévisions des inondations et des systèmes d'alerte.

Le groupement **Deltares-OIEau-Unesco IHE** est chargé de la mise en œuvre du projet dont l'objectif général est de réduire la vulnérabilité des populations riveraines du fleuve Niger face aux inondations.

Les activités qui s'inscrivent dans la mise en œuvre du projet sont :

- la réalisation d'une cartographie de l'aléa et du risque d'inondation des zones concernées,
- l'élaboration d'un modèle de prévision des inondations qui prend en compte les aspects météorologiques et hydrologiques,
- l'amélioration de la gestion du projet Niger HYCOS,
- l'appui à l'ABN pour l'amélioration et le développement d'un système d'alerte.

Plusieurs missions conjointes ont été réalisées au siège de l'ABN à Niamey, dans le but d'étudier le système actuel de prévision des inondations et d'identifier les possibilités de collaboration.



www.oieau.org

Le monde de l'eau
sur Internet



9.000.000 de visiteurs
en 2014 !

AMÉRIQUE LATINE

BRÉSIL

Coopération entre Organismes de Bassin

A travers le "Forum Gaucho des Comités", les 26 Comités de Bassin de l'Etat du Rio Grande do Sul bénéficient depuis septembre 2014 d'un programme de coopération triangulaire, qui leur permet de tirer parti de l'expérience de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, de l'OIEau et du Consortium Intermunicipal des Bassins Piracicaba, Capivari et Jundiá (PCI), situé dans l'Etat de São Paulo.

L'OIEau réalise ce projet et a organisé un séminaire destiné aux Membres des Comités de Bassins, à l'occasion des 20 ans de la Loi sur l'Eau du Rio Grande do Sul (1994). Organisé début décembre 2014, il a permis de faire le point sur le chemin parcouru dans la mise en œuvre d'un modèle décentralisé et participatif de gestion de l'eau par bassin versant et de dresser des perspectives pour la mise en place effective d'Agences de Bassin.

Un Projet Pilote de formation des personnels du secteur de l'eau, en prélude à la création d'un "CFME" dans l'Etat de Sao Paulo

Selon les statistiques officielles, les effectifs du secteur de l'eau et de l'assainissement au Brésil sont de 726.586 personnes, dont près de 238.000 pour l'Etat de Sao Paulo. En parallèle, le Brésil réalise d'énormes investissements pour le développement de ce secteur ; selon les données du PLANSAB, près de 100 milliards d'euros d'investissements sont prévus sur la période 2014-2033.

L'Etat de Sao Paulo (41 millions habitants) concentre plus du tiers de la richesse nationale. Sa capitale, Sao Paulo, compte plus de 11 millions d'habitants.

Un important projet pilote de formation est en cours de mise au point avec les partenaires brésiliens ; il sera financé par le SERT (Secrétariat de l'Etat de l'Emploi et du Travail) qui a pour rôle premier l'insertion professionnelle des personnes sans emploi dans le tissu économique, ainsi que le développement des secteurs porteurs parmi lesquels figure, en bonne place, le secteur de l'eau et de l'assainissement.

L'OIEau a finalisé en avril 2014 l'étude de faisabilité d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME) dans l'Etat de Sao Paulo.

COLOMBIE

Appui au développement des Systèmes d'Information sur l'Eau



Groupe de travail "système d'information"

Dans le cadre du projet de coopération institutionnelle que l'OIEau met en œuvre depuis 2012, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, l'accent a été mis en 2014 sur le volet "gestion des données". Après une phase d'échange d'expérience sur les Systèmes d'Information sur l'Eau et d'analyse des besoins de partenaires colombiens, une série de recommandations a été présentée pour notamment renforcer l'interopérabilité entre les différents systèmes d'information nationaux et régionaux et créer des langages / référentiels communs.

Les grandes lignes d'une proposition d'action ont ainsi été définies pour développer divers produits d'intérêt commun basés sur l'amélioration de l'interopérabilité dans le cadre du programme d'Evaluation des Ressources en Eau Régionales (ERA) Cundinamarca.

ÉQUATEUR

Etude pour la consolidation du Système d'Information sur les ressources en eau

Suite à l'adoption d'une nouvelle Loi sur l'Eau en août 2014, une étude d'appui à la définition de la feuille de route de la nouvelle Agence de Régulation et de Contrôle du secteur de l'Eau (ARCA) est actuellement menée par le bureau d'étude Aigos, qui a confié à l'Office International de l'Eau une analyse spécifique des possibilités de consolidation du Système d'Information sur les ressources en eau en Equateur (SIRH).

Au terme de la mission réalisée en septembre 2014, les conclusions de l'étude ont été présentées à Quito à M. le Ministre Rafael Poveda du Ministère de Coordination des Secteurs Stratégiques (MICSE) et à Paris à Mme Claudia Otero (Directrice de l'ARCA) à l'occasion d'une réunion à l'OIEau le 12 septembre 2014.

PÉROU

Réorganisation de l'ANA en vue de mieux satisfaire ses missions

Créée en 2008, l'Autorité Nationale de l'Eau (ANA) a pour rôle principal l'élaboration des politiques et stratégies visant à une gestion intégrée des ressources en eau du Pérou.

L'objectif principal de l'étude conduite par la Banque Mondiale, à laquelle l'OIEau a contribué, consistait à identifier un ensemble de recommandations et préconisations permettant à l'ANA de mieux assurer les rôles et missions qui lui sont confiées avec deux volets de préoccupations :

- une analyse portant sur une éventuelle restructuration de l'ANA ;
- un diagnostic visant à renforcer la gestion et les capacités de ses ressources humaines.

Les conclusions renvoient vers la problématique de ressources financières suffisantes qui permettraient à l'ANA et à ses organes déconcentrés de faire face aux multiples défis ; ainsi se reposent les difficiles problématiques d'actualisation des redevances et de leurs taux d'application, sachant qu'il faudrait justement qu'une part significative de ces revenus soit réaffectée vers les bassins et leurs usagers.

Poursuite de la mise en œuvre des redevances

Avec le soutien de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, l'OIEau apporte un appui institutionnel à l'Autorité Nationale de l'Eau du Pérou, visant à :

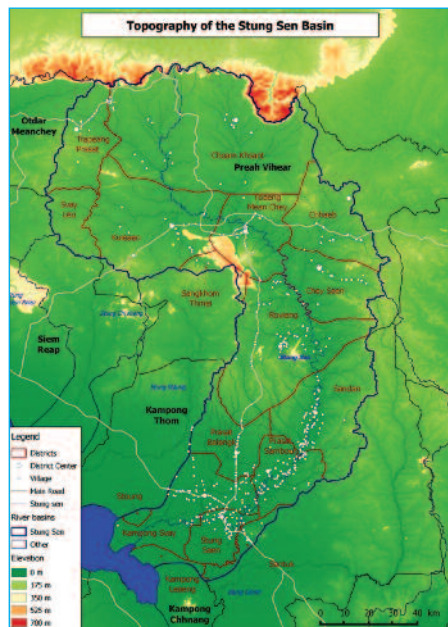
- la mise en place d'une fiscalité écologique (redevances sur le prélèvement et sur le rejet d'eaux usées) ;
- le développement de Conseils de Bassin et de plan de gestion (17 bassins ont été délimités et l'accord porte sur celui de la rivière Chili).

Les experts de l'OIEau ont réalisé 2 missions au premier semestre 2014, qui ont permis de constater que la mise en œuvre des redevances au Pérou est effective. Le processus de calcul qu'ils avaient élaboré en 2012 est appliqué et les montants collectés sont en croissance sensible (14 millions d'euros en 2012, plus de 30 millions en 2013).

ASIE

CAMBODGE

Projet Pilote Stung Sen, affluent du Lac Tonle Sap



Le travail réalisé dans le cadre de ce projet de l'OIEau co-financé par les Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Rhin-Meuse, s'est focalisé sur les étapes initiales du processus de planification (état des lieux, caractérisation du bassin, définition des enjeux et des objectifs pour le bassin) et sur les éléments nécessaires à la mise en place d'un processus participatif (étude du cadre pour la mise en place d'un comité de sous-bassin pour le Stung Sen, premières réunions de ce Comité de Bassin et formation de ses membres).

De nombreuses missions conjointes sur le terrain ont été réalisées par des experts de l'OIEau et des Agences, pour pouvoir avancer sur l'étape de caractérisation du bassin, un grand nombre de données, en particulier en ce qui concerne l'utilisation de la ressource en eau et sa qualité, étant inexistantes.

Fin 2014, le Comité de Sous-Bassin du Stung Sen, équivalent des Commissions Locales de l'Eau en France, s'est réuni pour la seconde fois, afin de valider l'étape de caractérisation du bassin pilote et le lancement d'une nouvelle phase du projet pour deux nouvelles années.

Une visite d'étude a également été organisée en France en septembre 2014 avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB) pour trois cadres de l'Autorité du Tonle Sap (TSA).

CHINE

Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du bassin du fleuve Hai : le sous-bassin de la rivière Zhou

La deuxième phase du projet de développement de la GIRE dans le bassin de la Hai, coordonné par l'OIEau et co-financé par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie avec une contribution du SIAAP, des Grands Lacs de Seine et de l'Ambassade de France, prévoit d'ici fin 2015 sur le sous-bassin pilote de la rivière Zhou (2114 km², 2,4 millions d'habitants et 80 % de l'approvisionnement en eau de la 4^{ème} ville du pays, Tianjin) :

- un appui à la réalisation de l'état des lieux du bassin ;
- la mise en place d'un groupe de coordination pour la gestion des ressources en eau du bassin ;
- un appui à la réalisation d'un Plan de Gestion et d'un Programme de Mesures à l'échelle du bassin.

De fortes pressions anthropiques (eaux usées domestiques non-traitées, pollution agricole diffuse et en particulier nitrate et phosphore) affectent la qualité de l'eau du réservoir alimentant la ville de Tianjin, avec l'eutrophisation du réservoir et la prolifération de cyanophycées et de macrophytes.

En 2014, plusieurs missions ont été réalisées par des experts de l'OIEau, de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, et du SIAAP.

Une formation en France a été organisée en septembre pour une quinzaine d'experts de la Commission de la Hai.

L'état des lieux (étape 1) s'est concrétisé aux réunions de comité de pilotage par un rapport technique finalisé par la partie chinoise. Le comité de pilotage de septembre 2014 a par ailleurs marqué un tournant avec la constitution du groupe de coordination pour la gestion des ressources en eau du bassin (étape 2) dans la mesure où la présentation officielle du rapport technique d'état des lieux a permis de rassembler un large panel d'administrations locales invitées à commenter et réviser le rapport avec les informations dont elles disposent.

Le succès rencontré dans l'élaboration d'un document d'état des lieux concerté avec les acteurs locaux permet d'aborder dans les meilleures conditions la prochaine étape du projet pour l'année 2015 : la structuration d'un Plan de Gestion et des recommandations d'actions pertinentes à réaliser pour améliorer l'état du bassin.

Le poste de VIE sera renouvelé en début 2015, auprès de l'Ambassade de France.



Réunion du Comité de Pilotage du Projet Hai (Tianjin - septembre 2014)



ASIE

LAOS

Projet Pilote Nam Ngum



La 2^{ème} phase du projet pilote de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Nam Ngum, réalisé par l'OIEau, avec le soutien des Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Rhin-Meuse, a permis de renforcer les compétences des équipes locales et nationales en 2014 par :

- La structuration de la GIRE au niveau national pour permettre la pérennisation et la diffusion de l'expérience acquise sur la Nam Ngum, notamment sur la base du développement d'un guide méthodologique pour aider les équipes à préparer des Plans de Gestion de Bassin.
- Le développement d'un modèle de gestion partagée des données sur la gestion quantitative des eaux avec application sur le bassin de la Nam Ngum préfigurant le développement d'un Système National d'Information sur l'Eau.

Le poste de VIE régional chargé du suivi des activités dans le Sud-Est asiatique a été renouvelé en 2014, ce poste était basé au Laos au sein du Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement.



VIETNAM

L'organisation législative et institutionnelle pour la GIRE se met progressivement en place



Dans le cadre de la poursuite de la coopération avec le Vietnam à travers une deuxième phase du projet du Bassin du Dong Nai, la formalisation d'une organisation législative et institutionnelle pour la GIRE est une étape cruciale.

L'édifice se construit lentement mais sûrement avec l'adoption d'une nouvelle Loi sur l'Eau en juin 2012, le décret précisant sa mise en œuvre en novembre 2013 et la mise en place de 3 directions régionales pour le nord, centre et sud Vietnam pour orchestrer la concertation des Comités de Bassin de ces 3 régions.

Une fois bien défini le rôle de chacun et ainsi mieux cernés les bénéficiaires et les besoins, des sessions de formation-action seront développées courant 2015 par l'OIEau.

BASSIN DU MÉKONG

Séminaire régional d'échange sur les expériences de Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le Bassin du Mékong 15, 16 et 17 octobre - Vientiane - Laos



Le séminaire régional d'échange sur les expériences de Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le Bassin du Mékong s'est déroulé les 15, 16 et 17 octobre à Vientiane (Laos). Organisé sous l'égide du Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement Lao, avec l'appui de l'Ambassade de France et le support financier de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, ce séminaire a permis de rassembler plus de 100 experts de la région.

Trois sessions thématiques ont permis aux délégations cambodgiennes, vietnamiennes, birmanes, chinoises, laotiennes, thaïlandaises et françaises d'échanger sur les expériences et bonnes pratiques développées par les pays du bassin du Mékong en matière d'organisation législative et institu-

tionnelle, de gestion des données, de planification et de financement de la gestion intégrée des ressources en eau.

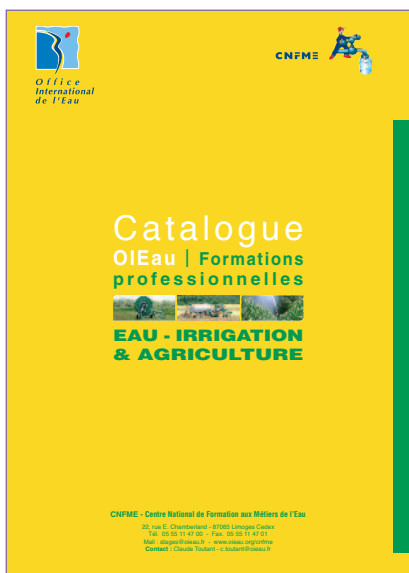
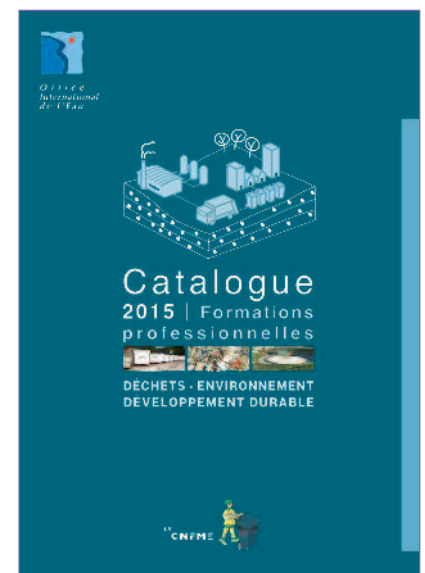
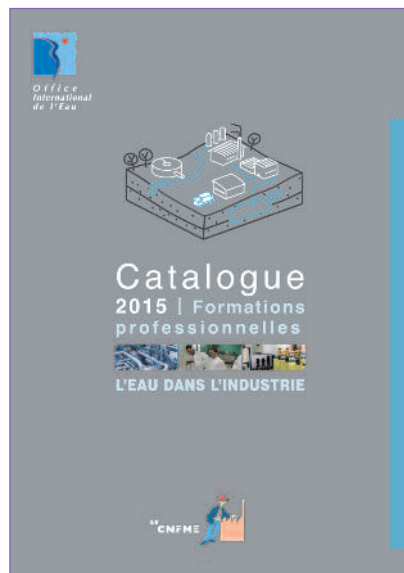
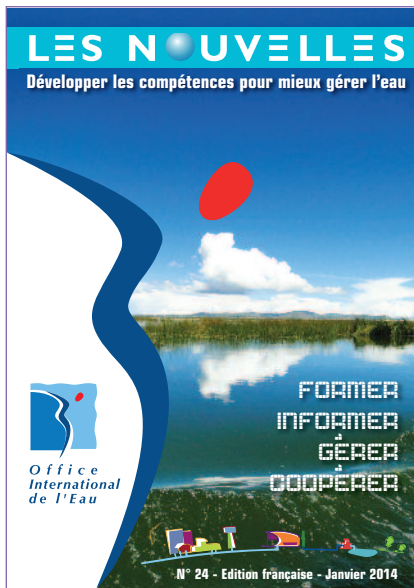
Le séminaire a aussi été l'occasion d'identifier les messages des pays du bassin du Mékong pour le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

Le RIOB, l'OIEau, ainsi que le Secrétariat International de l'Eau (SIE), ont apporté leur appui technique pour le bon déroulement de cet événement.

Tous les participants se sont vu remettre "un Passeport Bleu de Citoyen du Bassin".

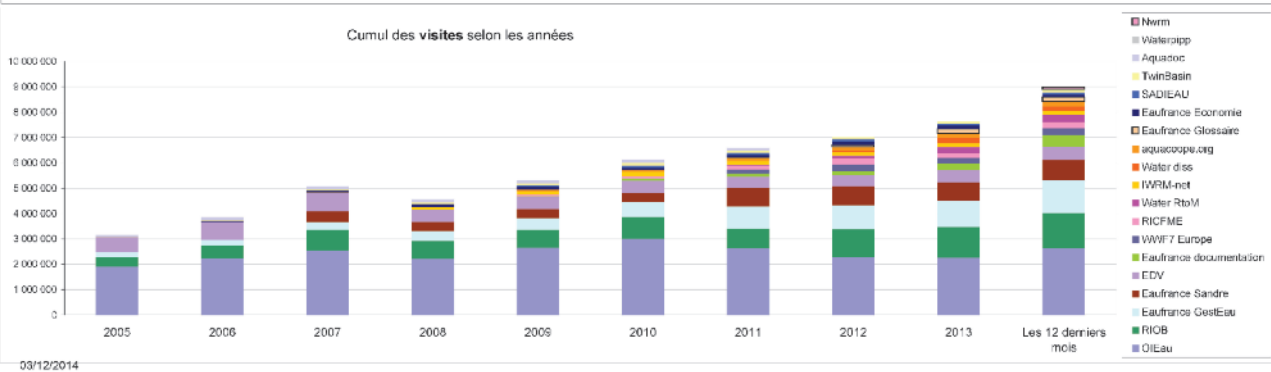
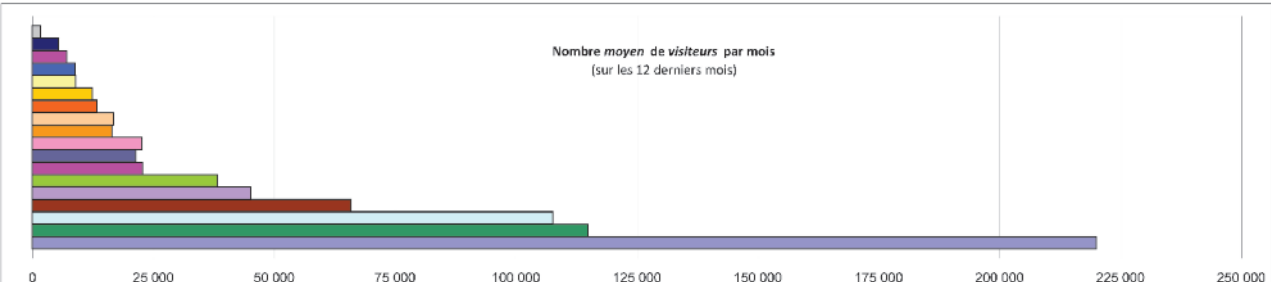
Une délégation de jeunes représentants des pays du Bassin du Mékong a également pris part au séminaire, dans le cadre d'activités mises en œuvre par le Secrétariat International pour l'Eau.





Bilan des connexions 2014 des sites gérés par l'OIEau

VISITEURS	O-Eau	RIQB	Eaufrance GoeEau	Eaufrance Sandre	EDV	Eaufrance documentation	WWF Europe	RICFME	Water RotM	IWRM-net	Water diss	aquascope.org	Eaufrance Glossaire	Eaufrance Economie	SADIEAU	TwinBasin	Eaufrance Zones ombrées	Nvrn	Waterpipp	Aquadoc	Total
2005	1 886 820	383 106	207 311		587 779	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 329	-	-	-	59 594	3 160 497
2006	2 217 526	507 369	225 333		714 658	-	-	-	-	-	-	-	28 079	-	36 837	-	-	-	-	127 803	3 920 134
2007	2 542 831	820 189	308 213	407 929	728 381	-	-	-	32 747	-	-	-	68 813	-	56 480	-	-	-	-	102 713	5 140 013
2008	2 213 127	659 605	410 231	345 401	456 958	-	-	-	59 306	-	-	12 747	116 821	2 610	53 847	5 138	-	-	-	108 519	4 578 659
2009	2 645 511	709 328	470 487	340 782	482 731	38 677	-	44 755	146 714	-	-	-	115 647	57 478	65 231	10 830	-	-	-	128 207	5 347 562
2010	3 016 838	856 131	573 905	355 810	501 977	79 165	-	94 082	152 230	-	-	-	73 387	91 739	97 535	83 616	14 105	-	-	128 127	6 165 764
2011	2 624 054	775 686	672 620	742 441	422 235	129 562	175 118	151 108	12 240	175 416	5 506	119 048	5 752	101 828	62 813	62 484	20 702	-	-	108 051	6 322 754
2012	2 205 846	1 106 324	949 932	754 269	426 757	160 302	267 800	240 783	95 741	138 364	57 935	156 628	64 551	118 329	96 029	65 616	23 022	-	-	-	7 024 320
2013	2 246 683	1 224 478	1 029 383	730 021	459 927	258 051	214 058	186 239	226 251	154 133	208 625	182 060	194 167	120 367	73 037	74 605	34 731	-	-	-	7 858 629
Les 12 derniers mois	2 639 646	1 378 863	1 290 908	790 214	542 456	458 665	257 580	271 924	272 901	149 430	160 523	187 429	200 951	65 124	108 369	107 158	39 566	84 856	13 708	-	9 028 172
Moyenne mensuelle de visiteurs	219 971	114 888	107 576	65 851	45 205	38 222	21 465	22 660	22 742	12 453	13 377	16 452	16 746	5 427	8 864	8 930	3 297	7 080	1 714	-	-



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



9.000.000 de visiteurs en 2014 !



▲ **Limoges**
Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME
La Souterraine ▼



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



- ➔ **Formation Professionnelle**
- ➔ **Documentation - Information**
- ➔ **Coopération Institutionnelle**
- ➔ **Politique de l'Eau**
- ➔ **Actualités - Veille Technique**
- ➔ **France - Europe - Monde**



Liens privilégiés vers :

RIOB - RICFME - SEMIDE - EAUDANSLAVILLE.FR - GEST'EAU

FORUM MONDIAL DE L'EAU (DAEGU 2015)

et 350 sites Internet spécialisés

www.oieau.org

9.000.000 de visiteurs en 2014 !

**Visitez
notre nouveau portail !**